
Soutenance le 12 Mars 1930, à 14 heures

André WEISS

1930

Weiss ,

1



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551507_0007

THÈSE POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver les opinions émises dans les thèses, ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs,

LE RÉGIME FISCAL DES PARTS DE FONDATEUR

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenance le 12 Mars 1930, à 14 heures

PAR

André WEISS

Ancien élève de l'Ecole polytechnique
Avocat à la Cour de Paris

Président : M. PERCEROU, Professeur
Assesseurs { MM. WAHL CASSIN } Professeurs

LIBRAIRIE
DU
RECUEIL SIREY
(Société Anonyme)
22, Rue Soufflot — PARIS (V^e)

1930



INTRODUCTION

Les parts de fondateur ou parts bénéficiaires, nées de l'esprit ingénieux des fondateurs de la Compagnie du Canal Maritime de Suez, sont apparues en France en 1858.

Leur création, œuvre de praticiens, répondait au besoin de rémunérer d'une manière appropriée le concours de fondateurs de Sociétés (techniciens ou financiers) dont les services se peuvent malaisément évaluer en argent ou en actions.

On sait la fortune prodigieuse des parts Suez et l'on conçoit l'engouement qui en est résulté pour ce type nouveau de valeur mobilière.

En dépit d'exemples non moins célèbres et parfois désastreux, la faveur attachée aux parts n'a cessé de croître depuis leur origine.

Les raisons de ce succès sont nombreuses :

D'une part, les exigences de l'industrie moderne, en multipliant le nombre de sociétés de capitaux, ont augmenté dans la même mesure les occasions de créer des parts de fondateur.

D'autre part, les titres de cette nature ont servi

à des fins très différentes de celles qui les avaient fait naître.

On s'est avisé en effet que les parts fournissent un moyen commode de laisser « en dehors » du capital des apports aléatoires tels que brevets et fonds de commerce. Il est également apparu que l'attribution de parts peut constituer un appât séduisant (d'ailleurs fallacieux) pour les souscripteurs originaux ou pour les souscripteurs d'un nombre important d'actions.

Enfin, la loi du 1^{er} août 1893, en interdisant la négociation des actions d'apport pendant les deux années qui suivent la constitution d'une Société anonyme a conféré pendant longtemps une supériorité économique évidente aux parts immédiatement négociables.

La loi budgétaire du 31 mars 1927 a bien, il est vrai, fait disparaître cette dernière supériorité en assimilant les parts aux actions d'apport quant à leur négociabilité.

Par contre, la loi du 23 janvier 1929, première loi d'ensemble donnant un statut légal aux parts a supprimé partie de leur caractère le plus nocif.

La modification des droits des porteurs de parts (nécessité souvent vitale pour une société en péril ou en développement) n'est plus soumise au consentement unanime des intéressés.

Cette loi nouvelle devrait logiquement contribuer encore au développement ininterrompu de l'usage des parts.

Peu après leur apparition et en l'absence de toute réglementation légale, la question s'est posée de savoir quel régime juridique et plus particulièrement quel régime fiscal il convenait d'appliquer à ces titres, ou en d'autres termes, quels caractères juridiques on devait leur reconnaître.

Une solution n'a pas tardé à prévaloir en pratique consistant à assimiler au point de vue fiscal la part à l'action.

La loi du 23 janvier 1929 vient cependant d'écarter formellement cette assimilation en attribuant à la part la nature d'un droit de créance.

Quelles seront les conséquences fiscales de la loi nouvelle? Les règles actuelles de perception des impôts frappant les parts seront-elles modifiées?

L'intérêt de ces questions est évident.

Les lourdes taxes qui frappent aujourd'hui les parts sociales préoccupent à juste titre les fondateurs de Sociétés soucieux de la prospérité de leurs entreprises.

Nous nous proposons dans cet ouvrage d'étudier d'une façon générale le régime fiscal applicable aux parts de fondateur dans les Sociétés par actions et d'une façon plus particulière les répercussions fiscales de la loi du 23 janvier 1929.

CHAPITRE PREMIER

CARACTERE JURIDIQUE DES PARTS BENEFICIAIRES

La détermination du caractère juridique des parts bénéficiaires présente au point de vue fiscal un intérêt tout particulier. Car de cette détermination dépend la manière dont doivent être perçus sur les parts le droit proportionnel d'enregistrement et les trois taxes de timbre, de transmission, et du revenu.

Section I

Controverse antérieure à la loi du 23 janvier 1929

Antérieurement à la loi du 23 janvier 1929 la nature juridique des parts était vivement controversée.

Pour les uns les parts devaient être assimilées entièrement aux actions en raison de leur libre cessibilité et de leur participation aux bénéfices¹.

1. Lyon-Caen et Renault, t. II, 560 *bis*.

Pour les autres, la part conférait à son propriétaire un droit de créance d'une nature spéciale, assimilable au droit des ouvriers ou employés admis à participer aux bénéfices¹.

Enfin, d'après une opinion plus séduisante et qui tenait mieux compte des dispositions de la loi de 1867 et de la nature des droits attachés à ce genre de titres, le porteur de parts était un associé, *sui generis*, n'ayant droit qu'à une participation dans les bénéfices de la Société et ne contribuant ni à la formation du capital social, ni à la gestion de la Société².

La jurisprudence était également très divisée.

La Chambre des requêtes de la Cour de cassation appelée à se prononcer à ce sujet décidait, en 1904, qu'en matière fiscale les parts devaient être assimilées aux actions dont elles présentent les caractères essentiels, libre cessibilité et participation aux bénéfices³. Les motifs juridiques invoqués à l'appui de cette décision prêtaient aisément à critique : Tout titre constatant un droit quelconque peut être cessible et la participation aux bénéfices n'est nullement caractéristique de l'action puisqu'on a rencontré dans maint contrat différent du contrat de Société.

1. Wahl, *Traité des titres au port.*, n° 292; *J. S.*, 1897, 149 et 155.

2. Houpin, *Traité des Soc.*, 6^e édit., n° 521 à 524.

3. Cass., 16 nov. 1904; *J. S.*, 1905, 114.

Par contre, la Chambre civile, dans un arrêt du 20 juin 1917, sans se prononcer nettement, semblait marquer une préférence pour la théorie « du droit de créance d'une nature particulière¹ ».

L'Administration de l'Enregistrement s'appuyant sur l'arrêt du 16 novembre 1904 taxait les parts sensiblement de la même manière que les actions.

Section II. — Loi du 23 janvier 1929

La loi du 23 janvier 1929 (art. 1^{er}) paraît avoir voulu trancher cette controverse en définissant de la manière suivante les parts bénéficiaires : « Des titres qui sont en dehors du capital, *ne confèrent pas* à leurs propriétaires la qualité d'associé, et auxquels il peut être attribué à titre de créance éventuelle contre la Société un droit fixe ou proportionnel dans les bénéfices sociaux. »

Ainsi la loi rejette l'assimilation de la part à l'action ainsi que la théorie du droit *sui generis* d'associé. Mais on constate qu'aussitôt après, la loi restitue implicitement au porteur de part la qualité d'associé en lui reconnaissant certains droits et en lui imposant certaines obligations ignorées des créanciers ordinaires.

1. Civ., 20 juin 1917; *J. S.*, 1918, 302 et note.

Un créancier, obligé de recourir à la procédure de vérification prescrite par la loi de 1867 pour les avantages particuliers stipulés au profit *d'associés*, autorisé à envoyer un représentant à l'Assemblée des actionnaires, à interdire aux actionnaires certaines modifications statutaires, se voit ainsi, sans raison apparente, refuser la qualité d'associé.

En réalité, la controverse est tranchée dans les mots, mais non au fond et la définition de la part bénéficiaire, telle qu'elle est donnée par l'article 1^{er} de la loi de 1929 ne met pas fin aux discussions comme à première vue on pourrait se l'imaginer¹.

Néanmoins, cette nouvelle définition paraît devoir entraîner quelques modifications aux règles antérieurement admises en matière de perception des divers impôts frappant les parts.

1. Cordonnier, *J. S.*, 1929, 275.

CHAPITRE II

DROIT D'ENREGISTREMENT

Section I

Caractère de l'apport en droit fiscal

La loi organique de l'enregistrement du 22 frimaire an VII tarifie au droit fixe « les actes de Société qui ne portent ni obligation, ni libération, ni transmission de biens meubles ou immeubles entre les associés ou autres personnes ».

Le droit fixe ainsi créé a été remplacé depuis par un droit proportionnel minime à l'origine (0,20 %) élevé progressivement jusqu'au taux actuel de 3 %¹.

Il résulte de la doctrine administrative et de la jurisprudence de la Cour de Cassation que l'exemption du droit de vente dont bénéficie l'acte d'apport pur et simple se justifierait non par l'inexistence

1. C. V. M. art. 271 § 13

d'une mutation, mais par le caractère *conditionnel* de la mutation résultant de cet apport.

La mutation, au lieu de s'opérer immédiatement au profit de la Société est considérée en droit fiscal comme effectuée conditionnellement jusqu'au moment où la Société est dissoute et ses biens partagés.

Si, par l'effet du partage, l'apport est restitué à l'apporteur, celui-ci serait censé n'avoir jamais cessé d'en être propriétaire. Si au contraire le partage attribue l'apport à un associé autre que le propriétaire originaire, la condition suspensive serait réalisée dans le sens d'une mutation définitive. Cette mutation serait réputée dériver de l'acte de société et rétroagir à la date de formation de la Société. Dans ce dernier cas, le droit de vente serait dû au tarif en vigueur lors de la constitution de la Société et sur la valeur de l'apport à cette date¹. Cette théorie, dite de la mutation conditionnelle, fermement soutenue encore aujourd'hui par l'Administration et la Cour suprême, prête à des critiques évidentes : Il n'est pas question de mutation conditionnelle dans les travaux préparatoires de la loi. D'autre part, la volonté des associés de vendre ou d'acquérir sous condition n'existe évidemment pas lors de la constitution d'une Société.

Nous estimons qu'en réalité, le législateur de

1. Cass. 27 juin 1882 — 22 déc. 1904 R. E. 3747 — Inst. 2673 § 8

l'an VII n'a nullement manifesté l'intention d'établir, en matière fiscale, au sujet de la transmission de la propriété des apports, des règles différentes de celles de la loi civile; c'est pour favoriser le développement du commerce et de l'industrie et créer aussi des richesses nouvelles que l'apport en Société a été dispensé à l'origine du droit proportionnel¹.

Section II. — Enregistrement de l'acte de société constatant la création de parts de fondateur.

L'impôt frappe dès l'abord les parts de fondateur sous forme d'un droit d'enregistrement lors de la constitution de la Société.

Le taux de ce droit dépend évidemment de la nature que l'on attribue à l'apport en Société rémunéré au moyen de parts de fondateur (apport pur et simple ou apport à titre onéreux).

I. — Régime antérieur à la loi du 23 janvier 1929

On sait que la Cour de Cassation a assimilé au point de vue fiscal les parts de fondateur aux actions parce qu'elles présentent ces mêmes caractères : libre cessibilité et participation aux bénéfices.

On devait en déduire que l'attribution de parts de fondateur en représentation d'un apport en Société

1. Maguéro Soc. n° 392.

ne peut rendre exigible le droit de mutation à titre onéreux dès lors qu'en vertu des statuts l'attributaire ne reçoit rien autre chose que des droits sociaux soumis aux risques de l'entreprise.

Il en serait autrement si les circonstances permettaient à l'Administration de soutenir que les parts confèrent un droit de créance ordinaire.

C'est le droit proportionnel de mutation à titre onéreux qui sera dû s'il est stipulé par exemple que les parts ont droit à un dividende fixe, même en l'absence de bénéfices. Il en sera de même si l'attributaire de parts stipule (dans le pacte social ou par un pacte distinct) que ses parts devront obligatoirement lui être rachetées moyennant un prix déterminé¹.

En tout état de cause, l'Administration conserve le droit de déterminer la nature exacte du titre assujéti à l'impôt quelle que soit la qualification que lui donnent les parties.

II. — Loi du 23 janvier 1929

La loi nouvelle attribue aux parts bénéficiaires la nature d'un droit de créance. L'Administration continuera-t-elle à considérer que l'apport rémunéré au moyen de parts de fondateur constitue un apport pur et simple soumis au droit proportionnel de 3 % ?

1. Rocroi — 6 mars 1891 — Péronne 10 janvier 1896.

Ou bien assimilera-t-elle cet apport à une vente passible du lourd droit de mutation à titre onéreux ?

Observons tout d'abord que les mots « *droit de créance* » employés par le législateur sont suivis du correctif essentiel *éventuelle sur les bénéfices*.

La créance en question est donc un droit aléatoire qui n'existe que le jour où les parts ont droit à un bénéfice. Or il a toujours été admis que, lorsque la seule condition d'une mise en société consiste dans un prélèvement sur les bénéfices, cette condition est le signe distinctif d'un apport pur et simple, alors surtout qu'aucune restriction du contrat ne peut être considérée comme de nature à démontrer l'existence d'une vente¹.

D'autre part, les nombreuses décisions judiciaires antérieures à la loi de 1929, admettant la théorie du droit de créance, précisaient que les parts bénéficiaires « ne sauraient être considérées comme des créances dans le sens ordinaire du mot; qu'elles constituent une créance d'une nature particulière donnant droit exclusivement à une part dans les bénéfices sociaux disponibles s'il en existe² ».

Le fisc n'avait jusqu'alors jamais invoqué la théorie du droit de créance pour accroître ses perceptions. S'étant bornée à consacrer cette dernière théorie la

1. Cass., 14 févr. 1886; *D. P.*, 66, 160; Maguéro, *Soc.*, 348.

2. Cass., 20 juin 1917; *J. S.*, 1918, 302.

loi de 1929 n'a pu, par elle-même, augmenter les droits du Trésor¹.

Enfin, le droit de mutation, s'il devait être perçu, le serait non seulement sur l'évaluation donnée aux parts dans l'acte de société mais encore sur les sommes qui pourraient ultérieurement être attribuées à ces parts en sus de leur valeur originaire. En effet, lorsque le prix est aléatoire, le droit de mutation est perçu sur une somme évaluée par les parties et le paiement de toutes sommes supplémentaires donne lieu à perception nouvelle. Les droits deviendraient de ce fait absolument prohibitifs.

Nous croyons donc que la perception des droits d'enregistrement ne doit pas être et ne sera pas modifiée par la loi du 23 janvier 1929.

Section III

Taux et liquidation du droit. Paiement

Le droit d'apport de 3 % est dû sur le montant net et cumulé (déduction faite du passif) des apports mobiliers et immobiliers donnant lieu à attribution de parts.

Toute fraction de 20 francs doit être arrondie.

La valeur des apports en nature résulte de l'éva-

1. Cordonnier, *J. S.*, 1929, 276.

uation des parties. L'évaluation est donnée dans l'acte, ou, par une mention spéciale, au pied de l'acte¹.

Si l'apport rémunéré par des parts de fondateur est grevé d'un passif mis à la charge de la Société, le droit de mutation est exigible à concurrence du montant de ce passif².

Le droit n'est perçu qu'après l'accomplissement des formalités prescrites par la loi du 24 juillet 1867, lorsque la Société est définitivement constituée. Le droit est donc perçu lors de l'enregistrement du procès-verbal de la dernière assemblée constitutive de la Société.

Lorsque cette constitution définitive est soumise à une condition suspensive, le droit est perçu sur l'acte constatant l'accomplissement de cette condition³.

Section IV. — Fusion

On distingue deux sortes de fusion : la fusion par voie d'absorption et la fusion par voie de création d'une société nouvelle formée des éléments réunis de plusieurs sociétés qui se dissolvent.

Sous le régime normal, les fusions de sociétés don-

1. C. V. M., art. 58.

2. Maguéro, *Soc.*, n^{os} 227 et suiv.; Cass., 3 déc. 1906; *J. S.*, 1907, 428; Cass., 28 avril 1913; *R. E.*, 5746.

3. Cass., 7 mai 1906; *J. S.*, 1907, 27.

nent ouverture au droit d'apport de 3 % sur l'actif (déduction faite du passif) des sociétés absorbées ou, en cas de constitution d'une société nouvelle, sur l'actif de toutes les sociétés fusionnées.

Aux termes de l'article 40 de la loi du 13 juillet 1925, l'ancien tarif de 1,20 % est maintenu au cas de fusion de sociétés existantes au moment de son entrée en vigueur et à la condition en outre que la société absorbante ou la société nouvelle n'ait pas une durée plus longue que celle de la société ancienne qui était la plus rapprochée de son terme.

Ce droit, trop élevé, était ces derniers temps encore un obstacle à la fusion de sociétés importantes et à la concentration des entreprises industrielles.

L'article 25 de la loi du 19 mars 1928 fait bénéficier les fusions de société d'un régime de faveur : 1° Le droit d'enregistrement est réduit de moitié pour les actes de fusion de sociétés, que la fusion ait lieu par voie d'absorption ou au moyen de la création d'une société nouvelle; 2° La prise en charge par la société absorbante ou par la société nouvelle de tout ou partie du passif des sociétés anciennes ne donne ouverture qu'au droit fixe de 22 fr. 50, indépendamment, s'il y a lieu, de la taxe sur la première mutation.

Le bénéfice de cette loi est réservé aux sociétés par actions de nationalité française existant à la date de la publication de la loi. Il est subordonné à la

condition que l'acte constatant la fusion soit enregistré dans les trois ans de la publication de la loi.

Le droit dû en cas de fusion par application de l'article 25 de la loi du 19 mars 1928 sera donc suivant les cas de 1,50 % ou de 0,60 % en ce qui concerne les apports rémunérés au moyen de parts de fondateur.

Section V. — Dissolution et partage

Les actes de dissolution de sociétés sont assujettis au droit fixe de 56 frs. 20 lorsqu'ils ne contiennent ni obligation, ni libération, ni transmission de biens meubles ou immeubles entre les associés ou autres personnes.

Les attributions résultant d'un partage des biens d'une Société dissoute donnent lieu, suivant les circonstances, à divers droits proportionnels d'enregistrement.

1^o *Droit de partage.*

Les partages de sociétés, sont assujettis à un droit proportionnel de 0,60 % sur le montant de l'actif net partagé, lorsqu'ils ne contiennent ni obligation, ni libération, ni transmission de biens meubles ou immeubles¹.

1. C. E., art. 275 § 5-1^o).

Ainsi la délibération qui prononce la dissolution d'une Société anonyme et décide que chaque porteur de parts recevra sur le reliquat disponible une somme déterminée, est passible du droit de partage.

Le droit est calculé sur l'actif net partagé; l'attribution de biens sociaux à un porteur de parts est donc soumise en principe au droit de partage. Mais pour la perception du droit, l'Administration déduit des biens partagés les apports attribués à un porteur de parts et provenant soit d'un actionnaire, soit d'un autre porteur de parts. Ces apports étant considérés en droit fiscal¹ comme transmis à titre de vente ne peuvent en même temps être considérés comme attribués à titre de partage.

Aux termes de la jurisprudence, l'attribution à un associé de biens par lui apportés donne ouverture au droit de partage². La Cour de cassation, en décidant ainsi, contredit sa propre théorie : Si l'exemption du droit de mutation pour les apports en Sociétés provient réellement de ce que l'apporteur aliène ses biens sous la condition suspensive qu'ils ne lui seront pas attribués lors de la dissolution, le droit de partage ne devrait pas être perçu. En effet, ladite condition suspensive ne se réalisant pas, ces apports n'auront jamais cessé d'appartenir à l'apporteur et

1. V. *supra*, p. 7.

2. Cass., 25 nov. 1901 (*J. S.*, 1902, 245).

n'auront jamais constitué une valeur sociale indivise; par suite ils ne sont pas attribués à titre de partage.

Les biens sur lesquels un droit de soulte est perçu doivent également être déduits de l'actif net partagé.

2° *Droit de soulte*

Dans le partage « s'il y a retour, le droit sur ce qui en sera l'objet sera perçu au taux réglé pour les ventes ».

Le droit de vente sera donc perçu lorsque des porteurs de parts recevront des biens en nature moyennant une soulte dont profiteront leurs co-associés.

La régie décide en matière de successions que la soulte, passible du droit de mutation s'impute de la manière la plus favorable aux parties. Cette règle doit être également appliquée aux partages de sociétés¹.

3° *Attribution d'apports en nature*

De la théorie de la « mutation conditionnelle » que nous avons exposée et critiquée plus haut, découlent les conséquences suivantes :

L'attribution du bien apporté au porteur de parts qui en a fait l'apport n'est en aucun cas une mutation

1. Sol., 9 mai 1894; *R. P.*, n° 8326; Maguéro, n° 482.

puisque ce bien est réputé n'avoir jamais cessé de lui appartenir.

L'attribution du bien apporté, faite à un porteur de parts autre que l'apporteur donne ouverture au droit de mutation à titre onéreux. Il en est ainsi alors même que le porteur auquel l'apport est attribué a acquis, au cours de la société, les droits sociaux de l'apporteur¹.

Enfin, la mutation remontant au jour de l'apport, c'est la valeur de l'objet au jour de l'apport qui doit servir de base au calcul du droit.

Nous avons déjà signalé² les critiques auxquelles prête cette théorie de la mutation conditionnelle que l'Administration et la Cour suprême continuent de soutenir avec persistance. N'est-il pas choquant de voir soutenir en matière fiscale une théorie reposant sur des principes inadmissibles en droit civil ?

Faut-il y voir une survivance du temps où la personnalité des sociétés était encore discutée ou encore un moyen de combattre la fraude facile qui, dans le système contraire, permettrait aux parties de déguiser une vente sous forme de société suivie de partage³ ?

1. Seine, 13 nov. 1912 (*J. S.*, 1916, 45).

2. V. *supra*, p. 7 et 8.

3. C'est la seule raison que l'on discerne dans les jugements très anciens : Seine, 2 fév. 1830; s. 33. 573.

A notre avis le seul système admissible en droit consiste à décider que les apports en société opèrent mutation au profit de l'être moral.

Cette mutation jouit, pour des raisons d'ordre économique, d'une certaine immunité quant au taux du droit de partage qui lui est applicable.

L'immunité est définitive et seul le droit de partage est exigible lors de la répartition en fin de société des apports ou acquêts sociaux.

Section VI. — Insuffisance. Dissimulation.

Si dans un délai de deux années à dater de l'enregistrement d'un acte de société, *l'évaluation* faite pour la perception des droits de sociétés (notamment l'évaluation des apports rémunérés au moyen de parts de fondateur) est reconnue insuffisante, il est perçu des droits simples supplémentaires¹.

En cas de dissimulation établie dans le même délai, la peine est du double droit en sus de celui qui est dû pour les biens dissimulés.

L'insuffisance ou la dissimulation peuvent être établies par tous les modes de preuve admis pour constater les insuffisances ou omissions en matière de mutation par décès, notamment par l'expertise pour la valeur vénale des immeubles².

1. C. E., art. 130.

2. C. V. M., art. 136, 1^{er} et 2^e alin.

Lorsqu'un apport à titre onéreux a été représenté comme pur et simple, il peut être dû un double droit en sus s'il est amiablement reconnu ou judiciairement décidé qu'il y a dissimulation du caractère du contrat¹.

1. C. E., 137.

CHAPITRE III

DROITS DE TIMBRE

Section I

Régime antérieur à la loi du 23 janvier 1929

On a vu que la jurisprudence de la Cour de Cassation assimile entièrement au point de vue du droit fiscal les parts de fondateur aux actions.

Dans ces conditions, les parts de fondateur sont soumises au droit de timbre proportionnel établi par l'article 14 de la loi du 5 juin 1850.

1. Taux et liquidation du droit de timbre au comptant

Le taux du droit de timbre est de 2 % s'il s'agit de sociétés, compagnies ou entreprises dont la durée n'excède pas 10 ans et de 4 % s'il s'agit de sociétés dont la durée dépasse 10 années. Ce droit a été réduit à 1 % et 2 % par la loi du 29 décembre 1929 pour les titres émis postérieurement à la promulgation de cette loi.

A défaut de valeur nominale, le droit est perçu sur le capital réel, c'est-à-dire sur la valeur réelle des parts lors de leur présentation au timbrage¹.

Cette valeur est déterminée (comme pour le droit d'enregistrement) d'après une déclaration estimative souscrite par les parties conformément à l'article 66 de la loi du 22 frimaire an VII.

Le fait générateur de l'impôt résidant dans la création matérielle des titres, c'est à l'époque de cette création et non à l'époque du contrat d'abonnement qu'il faut se placer pour apprécier la valeur des parts de fondateur².

L'assiette du droit de timbre ainsi établie reste *fixe et invariable* pendant toute la durée de la Société quelles que soient les variations constatées par la suite dans les cours des parts.

L'administration a d'ailleurs le droit de contrôler la sincérité de l'évaluation fournie par les parties en utilisant notamment les présomptions tirées soit des cours de la Bourse à une époque voisine de la création des parts, soit des bilans de la Société.

Le paiement est fait par la Compagnie quelles que soient les dispositions des statuts, au moment où les titres sont présentés à la formalité, et avant même leur signature.

1. L. 5 juin 1850, art. 14, 2^e alin.

2. R. M. F., 4 juil. 1928; R. E., 8965.

2. *Timbre par abonnement.*

Les Sociétés peuvent s'affranchir du paiement des droits de timbre au comptant en contractant avec l'Etat un abonnement pour toute leur durée.

Le droit dû est alors de 0,20 % de la valeur réelle de chaque part créée. Ce droit a été réduit à 0,10 % par la loi du 29 décembre 1929 pour les titres émis postérieurement à la promulgation de cette loi.

Le paiement du droit par abonnement se fait trimestriellement, dans les vingt premiers jours des mois de janvier, avril, juillet et octobre, pendant toute la durée de la Société et sans avis préalable.

Le principe de l'irrévocabilité de l'abonnement régit les parts avec autant de force que les actions de capital par suite de leur assimilation. Si donc un abonnement a été contracté, la taxe de 0,20 % doit continuer à être payée, alors même que ces titres seraient rachetés ou annulés en cours de société¹.

Il en serait de même dans l'hypothèse où les parts ne seraient créées que pour une durée limitée inférieure à la durée de la société.

La taxe d'abonnement commence à courir non pas du jour de la constitution de la société, mais seulement du jour où les titres ont été matériellement créés.

1. Seine, 10 mai 1902; R. p. 10487; Cass., 10 nov. 1904 précité.

3. *Parts non négociables.*

On sait que la loi du 31 mars 1927 a appliqué aux parts de fondateur les dispositions de la loi de 1867 modifiée par la loi du 1^{er} août 1893 relatives au délai pendant lequel les actions d'apport ne sont pas négociables.

En dehors des exceptions prévues par la loi, les parts de fondateur créées postérieurement au 31 mars 1927 devront donc rester à la souche pendant deux ans et être frappées d'un timbre indiquant la date de constitution de la Société.

Si les titres de parts sont créés et signés, ils seront soumis pendant la période de non-négociabilité au timbre de dimension à l'exclusion de la taxe d'abonnement. Ils ne deviendront passibles du timbre proportionnel qu'à l'expiration du délai de non-négociabilité¹.

L'Administration admet d'ailleurs que le défaut d'apposition de ce deuxième timbre ne donne lieu à aucune pénalité puisqu'il n'y a pas d'émission nouvelle².

Si aucun titre de part n'est créé pendant cette période de non-négociabilité, aucun droit de timbre ne sera dû. L'exigibilité de la taxe partira du jour de

1. Seine, 22 déc. 1899 (*J. S.*, 1900, 441); Sol., 10 avril 1906 (*J. S.*, 1907, 179).

2. Sol., 20 oct. 1900 (*R. E.*, art. 2644).

la création matérielle des titres et non pas du jour de l'expiration de la période de non-négociabilité¹.

4. *Dispense du droit de timbre*

Toujours en vertu de leur assimilation aux actions, les parts bénéficient des dispenses édictées par la loi du 5 juin 1850.

a) En cas de liquidation amiable ou de mise en faillite, le droit de timbre par abonnement des parts de fondateur cesse d'être exigible à compter du jour de mise en liquidation ou du jour du jugement déclaratif de faillite.

b) Sont également dispensés de la taxe d'abonnement « les sociétés qui, postérieurement à leur abonnement, n'ont dans les deux dernières années payé ni dividendes ni intérêts ».

Les parts de fondateur qui n'ont pas reçu de dividendes pendant deux ans restent bien entendu soumises à l'abonnement si les actions de leur côté n'ont pas été improductives.

La jurisprudence, interprétant à la lettre les termes de la loi, refuse d'une façon assez injuste la dispense de taxe aux sociétés qui, pendant leur période d'installation, paient aux actionnaires un intérêt statutaire prélevé sur le capital².

1. Seine, 1^{er} avril 1913 (*J. S.*, 1918, 123).

2. Cass., 27 déc. 1909 (*J. S.*, 1910, 248).

Il a été également décidé que les deux années ne constituent pas un terme pendant lequel la perception des droits est suspendue, mais seulement un temps d'épreuve durant lequel le droit doit être perçu bien que la société ne paie ni dividendes ni intérêts¹.

Le service de l'abonnement au timbre, suspendu si la société reste plus de deux ans improductive, est repris à compter de l'exercice où elle réalise à nouveau des bénéfices. Le rachat des parts de fondateur au moyen du fonds de roulement ne permet pas de considérer la société comme productive.

Il en est autrement (et la taxe d'abonnement redevient exigible) si le prix du rachat est amorti ultérieurement au moyen de bénéfices².

c) L'article 30 de la loi du 31 juillet 1920 exempte du droit de timbre proportionnel les titres spéciaux émis par une société française qui réunit, en vue d'assurer les droits des porteurs français, *les actions ou obligations* d'une ou plusieurs sociétés étrangères.

Cette disposition doit être étendue aux parts de fondateur. En effet, la loi vise actions et obligations, et les parts sont nécessairement assimilées, au point de vue fiscal, à l'une ou l'autre de ces catégories de titres.

1. Seine, 13 août 1896 (*R. S.*, art. 1301).

2. Lyon, 15 juin 1915 (*J. S.*, 1919, 116).

D'autre part, il n'y a pas lieu de restreindre la portée d'une disposition légale qui a pour objet de faciliter le groupement et d'accroître la puissance des porteurs français de valeurs mobilières étrangères.

5. *Charge des droits*

Les droits de timbre au comptant ou par abonnement des parts de fondateur sont à la charge de la société et doivent être acquittés par elle sans recours contre les porteurs de parts, car aux termes de l'article 1248 du Code civil le droit de timbre est à la charge du débiteur constitué par les actes.

6. *Pénalités*

L'émission de parts non timbrées est passible d'une amende de 21,6 % de la valeur de ces parts.

L'agent de change ou le courtier qui ont concouru à la cession ou au transfert de parts non timbrées sont passibles d'une amende de 18 % du montant de ces parts.

Par contre, le défaut de paiement de la taxe annuelle ne comporte aucune sanction, à défaut de texte sur ce point.

L'insuffisance reconnue dans la déclaration estimative de la valeur des parts donne-t-elle lieu à la perception d'un droit en sus ?

Nous ne le pensons pas, bien que le contraire ait

été soutenu. L'art. 14 de la loi du 5 juin 1850 suivant lequel la valeur est déterminée « d'après les règles établies par les lois sur l'enregistrement » ne se rapporte qu'à la déclaration estimative proprement dite. Une chose est la fixation de la valeur, autre chose la sanction de cette fixation.

L'application de pénalités étant de droit étroit, les termes de la loi ne permettent pas de punir d'un droit en sus une insuffisance d'évaluation.

7. Prescription

Les prescriptions édictées en matière d'enregistrement ne sont pas applicables au droit de timbre, lequel est prescriptible seulement par trente ans.

La Cour de cassation a abandonné la théorie contraire qu'elle soutenait autrefois¹. On trouve toutefois encore la trace de cette assimilation dans certaines décisions plus récentes qui soumettent à la prescription biennale le droit de contrôle de l'Administration sur la déclaration estimative de la valeur des parts.

Par contre, en raison des termes généraux de la loi du 16 juin 1824 les amendes en matière de timbre se prescrivent incontestablement par deux ans à compter du jour où la Régie a été mise à même de constater les contraventions. Quant aux actions en

1. Cass., 17 juil. 1895; S., 96-1-467.

restitution de droits ou amendes indûment perçus, elles se prescrivent par cinq ans. Ce délai court du jour de l'ouverture de l'exercice financier pendant lequel a été effectuée la perception¹.

Section II. — Loi du 23 janvier 1929

On a vu que les termes de la nouvelle définition des parts de fondateur excluent formellement l'assimilation des parts aux actions : les parts sont en dehors du capital social, les porteurs de parts ne sont pas associés et n'ont qu'un droit de créance éventuelle sur les bénéfices de la Société. La condition d'un porteur de parts se rapproche donc beaucoup de celle d'un porteur d'obligations à revenu variable.

En matière de timbre, la loi du 5 juin 1850 distingue le titre ou certificat d'action d'une part et, d'autre part, les titres d'obligations souscrites par les sociétés *sous quelque dénomination que ce soit dont la cession pour être parfaite à l'égard des tiers n'est pas soumise aux dispositions de l'article 1690 du Code civil*. Les parts paraissent désormais beaucoup plus proches de cette deuxième catégorie de titres dénommés d'une façon imprécise « obligations ».

Quelles seraient les répercussions d'une assimilation des parts de fondateur aux obligations?

1. Maguéro, n° 187; Cass., 6 mars 1901 (*J. S.*, 1901 396).

I. — Timbre au comptant

Il n'y aurait plus lieu de distinguer si la société a une durée inférieure ou supérieure à dix années.

Le droit de timbre au comptant serait en tout état de cause de 4 % de la valeur du titre¹.

L'émission de parts non timbrées donnerait lieu à une amende de 18 % et non de 21, 6 %².

II. — Timbre par abonnement

a) *Durée de l'abonnement.* — L'abonnement serait contracté non pas pour la durée de la Société, mais pour la durée des titres³. A l'inverse de ce qui était précédemment admis, le droit d'abonnement cesserait d'être dû lorsque par suite de rachat ou d'annulation le titre matériel du porteur de part viendrait à être supprimé.

b) *Dispense du droit de timbre.* — 1° La taxe d'abonnement continuerait d'être due nonobstant la mise en liquidation ou en faillite de la Société jusqu'au moment où par l'effet des opérations de liquidation, le sort des parts serait définitivement fixé.

2° Les parts de fondateur ne bénéficieraient plus,

1. C. V. M., art. 1 et 10. Ce droit serait de 2 % pour les titres émis postérieurement à la promulgation de la loi du 29 décembre 1929.

2. *Ibid.*, art. 4 et 12.

3. C. V. M., art. 6 et 13.

comme précédemment, de la dispense du paiement du droit de timbre en cas d'improductivité pendant une période de deux ans. Il a été jugé en effet que l'art. 24 de la loi du 5 juin 1850 édictant cette dispense n'est applicable qu'aux actions, à l'exclusion des obligations¹.

3° Toutefois, l'improductivité de la société continuerait d'exercer ses effets *en ce qui concerne l'abonnement au timbre* des actions. A cet égard, une société rachetant ses parts au moyen de bénéfices ne devrait plus de ce fait être privée du bénéfice de l'article 24 de la loi du 5 juin 1850.

La doctrine et la jurisprudence antérieures à la loi du 23 janvier 1929 se basaient en effet sur la qualité d'associés attribuée aux porteurs de parts pour déclarer qu'un pareil rachat constituait une distribution de bénéfices. Cette interprétation ne devrait plus être admise et la dispense du paiement de la taxe se justifierait par le seul fait de l'absence de distribution *aux associés* de dividendes ou d'intérêts pendant deux années consécutives.

Le rachat des parts, même à un prix supérieur à leur valeur initiale, ne saurait constituer la distribution visée par la loi, alors que les porteurs de parts ne sont point des associés.

1. Cass., 19 janv. 1892 précité.

Ce rachat devrait être assimilé à un simple remboursement de créance, ou à un amortissement d'obligation, non susceptible, d'après l'administration elle-même, de faire considérer la Société comme productive¹.

1. Reynis, *R. D. F. C.*, 1929, 247.

CHAPITRE IV

DROITS DE TRANSMISSION

L'article 6 de la loi du 23 juin 1857 assujettit à un droit de transmission « toute cession de titres ou promesses d'actions et d'obligations dans une société, compagnie ou entreprise quelconque, financière, industrielle, commerciale ou civile, quelle que soit la date de sa création. »

Qu'on leur attribue les caractères de l'action ou ceux de l'obligation, les parts doivent donc être assujetties à ce droit de transmission. Au surplus, la loi spéciale du 28 décembre 1922, relative au droit de transmission, vise expressément les parts de fondateur.

Le droit de transmission est un véritable droit de mutation, s'appliquant exclusivement aux cessions entre vifs, à titre onéreux et qui est perçu selon la nature du titre, suivant des formes diverses : droit de transfert, taxe annuelle, droit de conversion.

Section I. — Droit de transfert*I. — Exigibilité. Taux.*

Ce droit est actuellement de 0 64 %¹.

Il est dû lorsque la cession ne peut s'opérer que par le seul moyen d'un transfert effectué sur les registres de la Société, conformément à l'article 36 du Code de Commerce.

II. — Assiette

Le droit est liquidé sur le prix de chaque transfert, de telle sorte qu'en cette matière il peut y avoir dissimulation de prix, mais jamais insuffisance.

On devine aisément les difficultés rencontrées par l'Administration lorsqu'elle tente de faire la preuve d'une dissimulation. Pour mettre fin aux fraudes si aisées en cette matière l'Administration s'est efforcée d'obtenir l'insertion dans la loi de finances de 1929 d'une disposition modifiant l'article 10 de la loi du 23 juin 1857 et l'application aux insuffisances de prix des pénalités édictées pour les insuffisances de déclaration. Cette modification aurait permis au fisc de démontrer au moyen de toutes les preuves admises en matière d'enregistrement l'existence d'une insuffisance de prix et de réclamer les droits simples en sus.

1. L. 29 décembre 1929.

La loi de finances du 30 décembre 1928 et le projet de loi relatif à l'exercice 1930 sont muets sur ce point. Par suite le régime antérieur reste en vigueur et l'Administration ne peut percevoir un supplément de droit et des pénalités qu'en démontrant l'existence d'une dissimulation.

III. — Transferts d'ordre et de garantie

Tout transfert de parts résultant d'une mutation sur laquelle le droit a été acquitté est dispensé du droit de transfert pourvu qu'il soit justifié de l'acquit du droit de mutation par un certificat de l'enregistrement ou par un extrait de l'acte¹.

Les transferts d'ordre ou de garantie n'emportant pas transmission de propriété ne donnent pas lieu à la perception du droit.

IV. — Paiement et charge du droit

Le droit, à la charge du cessionnaire, est perçu au moment du transfert, pour le compte du Trésor, par les Sociétés qui en sont constituées débitrices par le fait de ce transfert². La Société verse ces droits au Bureau de l'Enregistrement dans les vingt premiers jours de chaque trimestre sans avis préa-

1. Sol., 1^{er} juin 1887 (*R. P.*, 6883).

2. Sol., 18 févr. 1893.

lable, en accompagnant chaque versement d'un relevé des transferts.

Section II. — Taxe annuelle

Pour les parts au porteur et pour celles dont la transmission peut s'opérer sans un transfert sur les registres de la Société le droit de transmission est converti en une taxe annuelle et obligatoire de 0,40 % calculée sur leur cours moyen pendant l'année précédente, et à défaut de cours sur une déclaration estimative faite par la Société¹.

I. — *Exigibilité*

En pratique (à l'exception des parts d'apport non négociables pendant deux ans), on ne rencontre pour ainsi dire pas de parts qui, sans être au porteur, peuvent se transmettre sans un transfert sur les registres de la Société.

Cette hypothèse visée par la loi ne peut recevoir que des applications exceptionnelles au cas par exemple où les statuts d'une Société autoriseraient la cession de parts nominatives par endos, par adjudication ou dans les formes civiles.

On doit admettre que la loi, fort ancienne, a essen-

¹C. V. M. art 30. L. 29 déc. 1929.

tiellement eu pour objet de soumettre à un droit de mutation toutes les cessions de titres et de créer une taxe forfaitaire frappant les titres dont la cession (comme celle des titres au porteur) ne donne pas ouverture à l'impôt. La logique veut dans ces conditions que la taxe ne soit pas supportée par les titres dont la cession ne peut par ailleurs échapper à l'impôt.

C'est pourquoi la Régie, allant à l'encontre de la jurisprudence de la Cour de Cassation¹ admet à juste titre que la taxe annuelle n'est pas due si la cession n'est réalisable qu'au moyen des formalités prévues par l'article 1690 du Code Civil, et perçoit le droit de 0 75 % prévu par la loi du 22 frimaire an VII (art. 69) lorsque l'acte de cession est présenté à l'enregistrement².

II. — Titres non créés

La question s'est posée autrefois de savoir si la taxe annuelle de transmission pouvait être exigée avant la création matérielle du titre assujetti à la taxe. La Cour de Cassation opérant un revirement complet dans sa jurisprudence s'est prononcée pour la négative en 1922³. Cette décision était de nature

1. Cass. 4 déc. 1893 (*R. P.*, art. 8231).

2. Instr. n° 3244, § 1.

3. Cass., 2 mai 1922 (*R. E.*, art. 7568).

à léser les intérêts du Trésor en favorisant les évasions de matière imposable dans les Sociétés par actions qui, dans l'unique but d'échapper aux impôts du timbre et de transmission, se seraient abstenues de créer leurs titres. L'article 24 de la loi du 28 décembre 1922 a eu pour objet de remédier à cet inconvénient en décidant que dans les Sociétés par actions qui n'ont pas encore créé matériellement leurs titres le droit incorporel du titulaire de la part de fondateur est immédiatement passible de la taxe annuelle¹.

La taxe constituant, on l'a vu, une sorte de forfait, couvre tous les droits de mutation afférents aux transmissions, à titre onéreux, du droit incorporel antérieures à sa matérialisation; par suite, les actes constatant ces mutations ne donnent ouverture qu'au droit fixe.

D'autre part, la dispense de taxe pendant la période de non-négociabilité est maintenue dans le cas où les titres ne sont pas matériellement créés pendant cette période². Mais cette dispense implique, naturellement, que les cessions de parts non matériellement créées qui seraient réalisées sous la forme civile pendant la période de non-négociabilité, seront soumises au droit de mutation au comptant.

Les Sociétés qui se constituent ou qui procèdent

1. C. V. M. art. 31.

2. Instr. adm., 3763 (*J. S.*, 1923, 138).

à des émissions nouvelles ont pour créer matériellement leurs titres un délai qui prend fin à l'expiration du trimestre suivant celui au cours duquel est intervenue la constitution définitive ou la clôture de l'émission¹.

III. — Assiette de la taxe annuelle

La valeur imposable des parts est évaluée par leur cours moyen pendant l'année précédente et à défaut de cours dans cette année conformément aux règles établies par les lois sur l'enregistrement².

Si les parts sont inscrites à la cote officielle la taxe est perçue sur la moyenne des cours pendant l'année précédente. Les titres non cotés doivent faire l'objet d'une déclaration estimative faite par les représentants de la Société. Quant aux titres cotés au marché en banque ils rentrent en principe dans la catégorie des titres pour lesquels il y a évaluation. Cette différence dans le mode d'évaluation est difficilement justiciable. La réglementation du marché en banque est suffisamment sévère et les cours cotés en banque présentent aujourd'hui autant de sincérité que ceux relevés au parquet. Bien plus, l'Administration, par son instruction n° 3947 du 31 janvier

1. Instr. adm. 3763 précitée.

2. C. V. M., art. 30.

1927, prescrit à ses agents de retenir ces cours en banque comme base de liquidation de l'impôt.

Quelle est la valeur imposable des parts admises à la cote officielle du milieu de l'année? Certaines décisions ont admis qu'il y a lieu de tenir compte à la fois de la valeur estimative et du cours moyen¹, d'autres qu'il ne faut faire état que de la valeur estimative². L'Administration décide au contraire, et à juste titre selon nous, que la Cote en Bourse doit seule être retenue, la déclaration estimative ne devant être acceptée qu'en l'absence de tout cours officiel³.

Les règles établies par les lois sur l'enregistrement permettent à l'Administration de contrôler la déclaration estimative des parts. La preuve des insuffisances peut être faite par tous les moyens de droit commun compatibles avec la procédure d'enregistrement; l'insuffisance d'estimation peut résulter notamment de l'examen du dividende attribué aux parts, de la durée probable des distributions, des chances de prospérité de l'entreprise⁴, du prix des transferts, de la cote des valeurs similaires, etc...

Les parts rachetées par la Société au moyen de bénéfices et conservées par elle en portefeuille échap-

1. Seine, 17 nov. 1893 (*J. E.*, art. 24276).

2. Saint-Etienne, 31 juil. 1905 (*R. E.*, art. 4213).

3. Sol., 18 avril 1924.

4. Melun, 4 juil. 1913 (*J. S.*, 1915, 315); Seine, 17 juil. 1912 (*J. S.*, 1914, 465 et 466).

pent à la taxe de transmission puisqu'elles sont juridiquement inexistantes¹.

IV. — Paiement des droits

La déclaration d'existence, à laquelle sont tenues les Sociétés dont les titres sont assujettis au droit de transmission, fournit à l'Administration une première base pour l'assiette et la perception du droit de transmission.

Cette déclaration comprend en effet le nombre et le montant des titres émis, en distinguant d'une part les actions, parts et obligations et d'autre part les titres nominatifs et les titres au porteur.

En cas d'émission de titres nouveaux, les sociétés doivent en faire également la déclaration dans le délai d'un mois au bureau qui a reçu la déclaration primitive.

En outre, pour l'acquittement de la taxe annuelle, les Sociétés sont tenues de remettre au receveur de l'enregistrement du siège social un état des actions, parts et obligations existant au dernier jour du trimestre. Cet état mentionne le cours moyen pendant l'année précédente des parts cotées à la Bourse. Les parts non cotées font l'objet d'une déclaration estimative.

La taxe est payée dans les vingt jours qui suivent l'expiration du trimestre, sans avis préalable.

1. R. M. F. (*J. O.*, 22 août 1925).

Lorsque les parts de fondateur sont émises après l'ouverture d'un trimestre, le droit n'est dû sur ces titres que proportionnellement au nombre de jours écoulés depuis l'émission¹. Par ailleurs, les parts rachetées et annulées au cours d'un trimestre échappent à l'impôt pour la totalité du trimestre².

V. — *Charge des droits*

La taxe annuelle est obligatoirement à la charge du propriétaire des parts taxées. La loi du 23 juin 1857 (art. 7) prévoyait l'avance de la taxe par les Sociétés, sauf recours contre les porteurs de titres, et n'interdisait nullement à la Société de renoncer à ce recours. En vue de favoriser l'usage des titres nominatifs, la loi de finances du 30 juin 1923 (art. 19) a prévu que désormais la taxe serait obligatoirement à la charge du porteur de titres, et punit d'une amende de 10.000 à 100.000 francs toutes conventions ayant pour objet de mettre cette taxe à la charge des sociétés ou de supprimer le recours de ces dernières contre les porteurs de titres.

Cette disposition n'a pas d'effet rétroactif³ mais la prohibition qu'elle édicte ne peut être écartée pour les titres antérieurement émis que si la renonciation

1. Sol., 18 juin 1870 et 12 août 1892; Maguéro, 266.

2. Déc. 17 juillet 1867, art. 5 et Lyon, 27 juin 1888.

3. Maguéro (*Suppl.* 2^e édit., n° 67).

par la Société à son recours contre les porteurs a été formulée avant la loi pour des distributions postérieures¹.

D'autre part on doit admettre qu'une société peut prendre en charge la taxe annuelle due sur des parts obligatoirement nominatives, mais non encore créées, car l'article 19 de la loi du 30 juin 1928 ne vise que les titres au porteur².

Le projet de loi de finances de l'exercice 1930 contient une disposition ayant pour but de modifier l'article 19 de celle du 30 juin 1923 en autorisant les Sociétés à prendre à leur charge la taxe annuelle de transmission, à la condition de bonifier le revenu des titres nominatifs d'une somme égale au montant de cette taxe.

Section III. — Droit de conversion

1. — *Exigibilité. Taux*

La conversion des parts au porteur en parts nominatives est exempte de tout droit de transmission; mais la conversion de parts nominatives en parts au porteur donne lieu à la perception du droit de transmission de 0.64 %³.

1. R. M. F., 11 août 1906.

2. R. M. F., 29 nov. 1928; (R. E., 8951.)

3. C. V. M., art. 35; L. 29 décembre 1929.

L'établissement d'un droit de conversion était évidemment nécessaire pour qu'un propriétaire de titres nominatifs ne put éviter, lors d'une cession, le paiement d'un droit de transfert, en opérant une conversion au porteur.

On doit donc considérer au point de vue fiscal une conversion au porteur comme une sorte de cession présumée. C'est pourquoi le droit n'est pas perçu lorsque les circonstances viennent détruire cette présomption. C'est ainsi qu'il n'est pas dû de droit sur la délivrance de titres au porteur lorsque la conversion est le résultat d'une mesure générale prise par modification des statuts, notamment s'il a été décidé que des parts, auparavant nominatives, seront désormais nominatives ou au porteur au choix des ayants droit.

Pour que l'opération soit considérée comme statutaire il faut toutefois qu'un délai ait été imparti aux propriétaires de parts pour exercer leur option et que les conversions soient effectuées dans ce délai¹.

De même le droit de conversion n'est pas dû lors de l'échange de certificats provisoires nominatifs de parts contre des titres définitifs au porteur à la condition que l'échange soit obligatoire².

1. Sol., 14 févr. 1887 (*R. P.*, art. 6742 et 6931); Maguéro, n° 299.

2. Vassy, 27 déc. 1888 (*J. E.*, art. 23225); Maguéro, n° 302.

2. — *Exemption*

Lorsqu'une société française par actions a reçu, en représentation de versements ou d'apports en nature ou en numéraire par elle faits à une autre Société par actions, des parts bénéficiaires nominatives de cette dernière Société, celles-ci sont, lors de leur conversion au porteur, affranchies du droit de conversion¹.

3. — *Remboursement*

En vue de favoriser et de développer l'usage des titres nominatifs, la loi du 31 juillet 1920 (art. 17) a prévu le remboursement du droit de conversion lorsque cette conversion est effectuée en vue d'une vente suivie de remploi en titres nominatifs.

Ce remboursement est subordonné aux conditions suivantes déterminées par le règlement d'administration publique du 14 avril 1921 :

1° Le remploi doit porter sur l'intégralité du prix de la vente des titres convertis.

2° Il doit être effectué en valeurs mises au même nom.

3° Les valeurs acquises en remploi doivent être des valeurs soumises au droit de conversion.

4° Le remploi doit être effectué dans le délai d'un mois.

1. C. V. M., art. 125.

5° La vente et l'acquisition doivent être réalisées par l'intermédiaire d'un agent de change ou d'un officier public si les parts sont cotées, et par l'intermédiaire d'un banquier si les parts ne sont pas cotées.

4. — *Assiette, paiement et charge du droit*

La valeur des parts converties est établie, pour celles cotées à la Bourse, d'après le dernier cours moyen constaté avant la jour de la conversion et, pour les autres, conformément à l'article 16 de la loi du 22 frimaire an VII¹.

Le paiement du droit de conversion est effectué dans les mêmes conditions que celui du droit de transfert².

Le droit est à la charge du propriétaire des parts converties.

Section VI. — Règles communes

1. — *Contraventions* ¹

Toute contravention aux dispositions légales et réglementaires relatives à la perception de la taxe de transmission sont punies d'une amende de 180 à 9.000 francs.

1. Déc. 17 juil. 1857 précité; Nancy, 20 juin 1900 (*J. S.*, 1902, 523).

2. V. *supra*, p. 42.

Le droit de transmission étant un droit d'enregistrement, toutes les règles édictées par la loi du 22 frimaire an VII lui sont en outre applicables.

C'est ainsi qu'une omission dans le relevé des transferts et des conversions ou une insuffisance dans la déclaration estimative des parts donne lieu à une pénalité d'un droit en sus.

Le double droit en sus édicté par la loi du 8 avril 1910 pour les omissions et insuffisances frauduleuses ne s'applique pas en matière de droit de transmission, car il s'agit d'une aggravation de peine non prévue pour cet impôt. Au contraire la limitation de pénalité prévue par cette même loi au cas où l'insuffisance atteint un dixième est applicable, car il s'agit d'une réduction de pénalité¹.

2. — *Prescription*

Les règles édictées en matière de prescription par les lois sur l'enregistrement sont applicables au droit de transmission².

1° L'action en restitution est prescrite après un délai de deux ans à partir du paiement des droits simples, des droits en sus et des amendes.

Les demandes de droits par l'Administration sont prescrites après un délai de 2 ans à compter du jour

1. Maguéro, 323.

2. R. M. F., 23 mai 1881; Maguéro, 343.

d'une déclaration qui révèle suffisamment l'exigibilité de ces droits sans qu'il soit nécessaire de recourir à des recherches ultérieures¹.

Ainsi l'action de l'Administration en paiement de la taxe annuelle se prescrit par deux ans s'il s'agit de titres cotés en Bourse. Dans les autres cas le fisc a prétendu (notamment pour des titres cotés au marché en banque) que la prescription trentenaire lui était seule opposable. Mais la jurisprudence, avec juste raison, a limité à deux ans l'action du Trésor, quand celui-ci a eu en sa possession d'une part tous les documents sociaux dont le dépôt est prescrit par la loi, et d'autre part tous les éléments permettant de déterminer la valeur des titres imposables².

2° Par application des lois du 30 janvier 1907 (art. 4) et 31 janvier 1914 les demandes de droits sur les titres omis dans les déclarations des sociétés se prescrivent par dix ans. Cette prescription est réduite à deux ans si l'exigibilité des droits est révélée à l'Administration par un acte ou une déclaration soumis à l'enregistrement.

3° Enfin la prescription trentenaire est seule applicable dans le cas d'insuffisance d'évaluation non révélée au Trésor. Il en est de même lorsque la Société s'abstient de déposer ses états trimestriels.

1. *C. E.*, art. 240 et 241.

2. Lyon, 31 janv. 1928; (*R. E.*, 8809); Hte-Vienne, 19 juin 1928, (*R. E.*, 8884).

Section V. — Cession civile des parts et actions d'apport pendant la période de non-négociabilité.

On a vu¹ que la régie, allant à l'encontre de la jurisprudence de la Cour de Cassation, admet que la taxe annuelle n'est pas due si la cession des parts n'est réalisable qu'au moyen des formalités prévues par l'art. 1690 du Code civil, et perçoit le droit de 0,75 % lorsque l'acte de cession est soumis à l'enregistrement. Cette solution admise depuis fort longtemps était appliquée aux actions et notamment aux actions d'apport. La loi du 30 décembre 1928, a édicté des dispositions nouvelles, par son article 24 ainsi conçu : « Les cessions d'actions d'apport effectuées pendant la période de non-négociabilité sont considérées au point de vue fiscal comme ayant pour objet les biens en nature représentés par les titres cédés. »

Cette disposition a eu pour objet de déjouer la fraude consistant à dissimuler une vente sous l'apparence d'un apport en société suivi d'une cession immédiate des actions d'apport, fraude devenue assez fréquente par suite du taux excessivement élevé des droits de mutation à titre onéreux d'immeubles ou de fonds de commerce.

Désormais, la cession d'actions d'apport pendant

1. *Supra*, p. 44.

la période de non-négociabilité donne ouverture non plus au droit d'enregistrement de cession civile de 0,75 % mais au droit de mutation des biens représentés par ces actions.

La loi ne visant que les *actions* d'apport, la doctrine admet généralement que les parts de fondateur émises en représentation d'apports en nature échappent à cette aggravation d'impôt¹. L'administration en décide de même quant à présent².

Cette opinion ne nous paraît pas devoir être admise sans réserves.

Observons tout d'abord que l'efficacité de la loi est très diminuée par l'exclusion des parts de fondateur. Pour profiter de la différence de droits d'enregistrement et commettre une fraude il est aussi aisé de créer et de céder des parts que des actions. D'autre part, les obscurités et les lacunes de la loi n'empêchent pas de distinguer l'intention du législateur de soumettre pendant deux ans au droit de mutation la cession de tout droit d'associé formant contre-partie d'un apport en nature.

Par ailleurs la loi du 30 décembre 1928 est intervenue avant celle du 29 janvier 1929, à une époque où aucune disposition légale ne définissait les parts ni ne régissait l'ensemble de leurs droits.

1. Bosvieux (*J. S.*, 1929, 195); Cordonnier (*J. S.*, 275).

2. Instr., ~~4~~ 4020.

Aujourd'hui, comme à cette époque, les parts sont soumises au même régime que les actions en ce qui concerne le droit de transmission. Il paraîtrait donc possible de faire application du principe d'assimilation fiscale des parts et des actions et de considérer que les dispositions de l'article 24 de la loi du 30 décembre 1928 régissent les parts de fondateur.

Néanmoins, cette thèse se heurte, on l'a vu, à l'interprétation littérale de la loi et plutôt que d'essayer de la faire prévaloir, l'Administration préférera sans doute recourir à nouveau à l'intervention du législateur.

CHAPITRE V

IMPOT SUR LE REVENU

Section I. — Principe et quotité de la taxe

Le principe de la taxation des parts de fondateur à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières résulte non plus comme pour les taxes précédemment étudiées d'une assimilation jurisprudentielle des parts aux actions, mais d'un texte de loi formel.

En effet, d'une part, la loi du 29 juin 1872 (art. 2) établit indépendamment des droits de timbre et de transmission une taxe annuelle et obligatoire sur les intérêts, dividendes, revenus et tous autres produits des actions de toute nature des Sociétés, compagnies et entreprises quelconques, financières, industrielles, commerciales ou civiles, quelle que soit l'époque de leur création¹.

D'autre part, la loi du 29 mars 1914 (art. 31) édicte que l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers s'applique aux dividendes, intérêts, arrérages et

1. C. V. M., ar . 52.

tous autres produits des actions, *parts de fondateur*, parts d'intérêts, commandite, obligations et emprunts de toute nature des Sociétés françaises¹.

Le taux de l'impôt a été porté à 18 % à partir du 1^{er} janvier 1927.

Section II. — Fait générateur de l'impôt

La taxe frappe non les bénéfices et produits de la Société, mais les produits de la part bénéficiaire.

Deux conditions sont nécessaires pour l'exigibilité de l'impôt : il faut d'abord une distribution, c'est-à-dire la transmission par la Société au porteur de parts d'une somme en argent ou d'un équivalent. Il est nécessaire en second lieu que l'attribution de cette somme ou de cet équivalent constitue pour le porteur de parts un bénéfice ou un produit de son titre.

Toutefois sur ce dernier point et malgré les termes catégoriques de la loi, la Cour de Cassation se place à un point de vue différent pour déterminer les conditions d'exigibilité de la taxe. C'est dans la personne de la Société et non dans celle du porteur de part qu'elle recherche actuellement l'existence de ce bénéfice; de sorte qu'une répartition des valeurs de la Société ne donnerait lieu à taxe que si elle portait sur un bénéfice social.

1. C. V. M., art. 48.

Malgré des efforts réitérés, l'Administration n'a pu obtenir de la Cour de cassation l'abandon de sa doctrine. La Cour ne refuse pas cependant d'examiner les circonstances de chaque affaire et tout en maintenant la règle tracée par elle, de constater, d'après les faits, que les produits distribués aux parts ont leur origine dans des bénéfices antérieurement réalisés.

L'article 80 de la loi du 13 juillet 1925 qui a soumis à la taxe les remboursements ou amortissements effectués par les sociétés, avant leur dissolution, sur le montant de leurs actions, parts d'intérêts, ou commandite, montre que le législateur aurait tendance à adopter éventuellement le point de vue de la Cour de Cassation¹.

La taxe est due non seulement sur les revenus périodiques mais encore sur les distributions de capitaux provenant de bénéfices accumulés, et quelle que soit l'origine de ces bénéfices. La forme de la distribution (directe, indirecte ou par compensation) et la nature des biens distribués (immeubles, valeurs mobilières, créances, numéraire) sont sans influence pour l'application de l'impôt.

Section III. — Dividendes et produits imposables

L'application de ces principes a donné lieu à une volumineuse jurisprudence que nous examinerons

1. Maguéro, *R. F. Capitaux mobiliers*, n° 14.

en étudiant les principales distributions faisant habituellement l'objet de controverses entre les contribuables et le fisc.

1. — *Dividendes*

Les bénéfices périodiquement distribués sous le nom de dividendes sont passibles de la taxe.

Les dividendes fictifs frauduleusement prélevés sur le capital de la société doivent-ils être soustraits à l'impôt?

Lorsque la restitution des dividendes a été ordonnée judiciairement, l'impôt perd sa cause et doit lui-même être restitué. En effet, l'article 60 de la loi du 22 frimaire an VII, suivant lequel les droits d'enregistrement régulièrement perçus ne sont pas sujet à restitution, n'est pas applicable à l'impôt sur le revenu¹.

Au contraire, lorsqu'aucune action n'est intentée, lorsque le caractère fictif des dividendes ne résulte par exemple que du procès-verbal d'une assemblée générale prescrivant le remboursement des dividendes indûment perçus, ces dividendes devraient supporter la taxe. Ce sont, en effet, des produits de l'action qui enrichissent l'actionnaire au même titre que des dividendes correspondant à des bénéfices réels;

1. Sol., 22 oct. 1884 et 8 oc. 1887; Maguéro, n° 114; Wahl, J. S. (1896, 103); Seine, 5 mai 1908 (J. S., 1909, 232).

on ne peut d'ailleurs forcer la Régie à se faire juge de la réalité des bénéfices distribués et enfin rien ne prouve que l'action en restitution des dividendes fictifs soit intentée plus tard contre l'actionnaire¹.

La jurisprudence en décide autrement² et l'on doit voir là encore les effets de cette tendance qui consiste à rechercher l'existence du bénéfice taxable dans la personne de la Société et non dans celle de l'actionnaire ou du porteur de part.

2. — *Distribution de parts en représentation des réserves*

En règle générale, les parts de fondateur servent à rémunérer les personnes qui par leurs démarches et leurs études concourent à fonder une société ou qui font à la Société des apports en nature; mais elles peuvent servir également à assurer, en cas d'augmentation de capital, un avantage aux premiers actionnaires.

Lorsque des parts sont attribuées à l'origine de la Société aux souscripteurs d'un certain nombre d'actions, cette attribution n'est manifestement pas taxable.

Mais il en est autrement lorsque, préalablement à une augmentation de capital, une société distribue aux anciens actionnaires des parts représentatives

1. Wahl, *loc. cit.*

2. Cass., 2 juil. 1894 (S. 95-1-197); 27 déc. 1909 (R. E., art. 4957).

de ses réserves. L'Administration suivie par la jurisprudence estime que par l'opération en question les bénéfices de la société sont convertis en avantages particuliers résultant de la création des parts réparties entre les actionnaires; que dès le jour de la répartition les bénéficiaires peuvent disposer de ces titres et en retirer un profit pécuniaire en dehors de toute intervention de la Société; qu'ainsi les anciens actionnaires sont définitivement investis de la quote part leur revenant dans les réserves, ce qui constitue une distribution aux termes de la loi de 1872 et un enrichissement passible de la taxe du revenu¹.

3. — *Produits divers*

Par application des principes qui précèdent il a été décidé notamment que l'impôt sur le revenu est dû sur les bénéfices employés au paiement du passif grevant un apport en nature rémunéré par des parts²; sur l'impôt sur le revenu et la taxe de transmission qu'une société prend en charge et qui constitue un supplément de revenu³; en cas de liquidation sur ce qui, dans les valeurs distribuées par le liquidateur d'une Société dissoute aux porteurs de parts, excède la valeur initiale de ces parts⁴.

1. Seine, 7 mai 1917 (*J. S.*, 1918, 302).

2. Cass., 21 avril 1879; *J. N.*, art. 22, 106.

3. Cass., 5 déc. 1889 (*J. S.*, 1900, 207); Bordeaux, 6 juin 1922, *R. E.*, 7647.

4. Cass., 15 avril 1902 (*J. S.*, 1903, 61).

4. — *Rachat des parts*

Le principe de l'exigibilité de l'impôt sur la différence entre le prix de rachat et la valeur originaire du titre est incontestable et a été consacré par de nombreux arrêts et jugements.

A défaut d'estimation dans les statuts ou dans le rapport du commissaire aux apports, la valeur initiale des parts est celle qui a été donnée à ces titres par la Société elle-même pour la perception de la taxe d'abonnement au timbre, du moins lorsque les titres ont été matériellement créés dès leur émission ou à peu près¹.

Notons à ce propos que la société qui émet des parts de fondateur en se réservant le droit de les racheter, a le plus grand intérêt à les évaluer pour l'abonnement au timbre à un prix voisin du prix minimum prévu pour ce rachat, si ce rachat paraît probable à brève échéance. L'usage presque universel consistant à évaluer les parts à un franc conduit à une duperie.

Pour éviter de payer pendant quelques années une taxe annuelle de timbre de 0,20 pour % la société se condamne à payer lors du rachat une taxe du revenu de 18 %.

Le principe de l'exigibilité de l'impôt sur la dif-

1. Cass., 17 mai 1920; (*R. E.*, 7160).

férence entre le prix de rachat et le prix originaire de la part ne laisse pas que de soulever de nombreuses difficultés pratiques en raison des nombreuses modalités de rachat et de la divergence signalée plus haut entre l'Administration et la Cour suprême en ce qui concerne l'origine du bénéfice distribué.

Nous consacrons la section qui suit à l'examen des cinq modalités les plus usuelles de rachat des parts.

Section IV. — Rachat des parts

1. — *Rachat au moyen de bénéfices de l'exercice ou de réserves provenant de bénéfices antérieurs.*

L'Administration, la doctrine et la jurisprudence sont d'accord pour reconnaître que l'impôt est dû sur la différence entre le prix de rachat et la valeur originaire des parts. La Cour de Cassation s'est prononcée à ce sujet pour la première fois par son arrêt qui a consacré l'assimilation en matière fiscale des parts de fondateur aux actions.

2. — *Rachat au moyen de fonds provenant d'une augmentation de capital.*

C'est à l'occasion de cette modalité de rachat que la Cour de Cassation a inauguré en 1906 une

jurisprudence nouvelle d'après laquelle les produits distribués aux parts ne sont taxables que s'ils ont leur origine dans des bénéfices de la Société¹.

Antérieurement à cet arrêt, les tribunaux et notamment le Tribunal de la Seine admettaient la prétention de la Régie de faire payer la taxe du revenu sur les sommes versées aux parts à titre de rachat, quelle que fût la provenance de ces sommes².

« Il importe peu (exprimaient ces jugements) qu'une société ait racheté les parts au moyen de fonds qu'elle s'est procurés par l'émission d'actions nouvelles, et non pas au moyen des bénéfices résultant de ses propres opérations. En effet, l'incidence définitive de la taxe incombe à l'actionnaire en vertu de l'article de la loi du 29 juin 1872, la taxe étant avancée par la Société, sauf son recours. Sans doute le porteur de parts n'a de bénéfice que si la Société lui distribue autre chose que la valeur initiale de son apport. Mais dès lors que les porteurs de parts n'ont droit à aucune partie du capital social, en leur payant une somme supérieure à l'évaluation des titres au moment de leur création juridique, on leur distribue un produit ».

Telle était la thèse de l'Administration et des

1. Cass., 19 nov. 1906 (*J. S.*, 1907, 159).

2. Seine, 7 avril 1900, 8 février 1901, 16 nov. 1904 (*J. S.*, 1900, 507; 1901, 428; 1905, 523).

tribunaux qui, avant l'arrêt du 19 novembre 1906, appréciaient le caractère de la distribution en considérant uniquement la partie prenante.

Aux termes de l'arrêt de la Chambre civile en date du 19 novembre 1906, au contraire, il n'y a bénéfice taxable que si les fonds affectés au rachat proviennent d'un bénéfice obtenu soit dans l'exercice courant, soit dans des exercices antérieurs.

D'après cette thèse de la « taxe réelle », ce ne serait pas le capitaliste, mais le revenu qui serait directement imposé.

Cette théorie ne repose pas seulement sur une interprétation extrêmement critiquable de la loi de 1872, mais entraîne en outre des conséquences inacceptables.

En effet, lorsque les parts de fondateur sont rachetées avec des fonds faisant partie du capital social, l'opération constitue la Société en perte d'une somme égale au prix du rachat, car les parts rachetées et qui doivent être annulées ne sauraient constituer pour la Société une dette pouvant figurer au bilan et former la contre-partie du prix payé ou des actions créées à titre d'augmentation du capital. De sorte que si la Société, au lieu d'éteindre le déficit résultant du rachat des parts par une réduction de capital, comble ce déficit au moyen de ses bénéfices passés ou à venir, la distribution de ces bénéfices affectés à reconstituer le capital échap-

pera complètement à la taxe; ce qui est contraire au but et à l'esprit de la loi.

Au surplus, il semble que l'on sente un certain fléchissement de la jurisprudence qui a tendance à se rapprocher par des voies détournées de la doctrine de l'Administration. Tout en continuant d'affirmer que la taxe n'est due que si les sommes distribuées proviennent d'un bénéfice de la Société, les Tribunaux, en examinant les circonstances de chaque espèce, semblent apporter une complaisance excessive à reconnaître le caractère de bénéfices aux sommes distribuées¹.

La récente loi du 23 janvier 1929 paraît de nature à favoriser un revirement encore plus net de la jurisprudence.

En effet, la théorie échafaudée par la Cour suprême en 1906 est probablement une conséquence de l'assimilation trop absolue établie en 1904 entre les actions et les parts.

Le remboursement des actions au moyen de fonds provenant du capital social présente une grande analogie avec le rachat des parts.

L'exemption d'impôt dont jouit ce remboursement trouve sa raison dans l'origine (capital et non bénéfices) des fonds distribués.

1. Cass., 21 janv. 1920 (*J. S.*, 1920, 211); Bouches-du-Rhône, 10 déc. 1928 (*R. E.*, 9006); Rhône, 19 juil. 1927 (*R. E.*, 8771).

D'autre part, la Cour ne semble pas très bien saisir la nature juridique du rachat des parts au moyen de fonds provenant d'une augmentation de capital.

Cette opération constituerait d'après elle, à la fois une augmentation et une réduction de capital¹.

Cette confusion, cette similitude entre le remboursement des actions et le rachat des parts et enfin l'assimilation complète au point de vue fiscal des parts et des actions peuvent expliquer la naissance de cette théorie de la taxe réelle que nous avons combattue plus haut.

La loi du 23 janvier 1929, différenciant nettement les actions des parts et attribuant à ces dernières la nature d'un droit de créance, nous paraît susceptible de remédier à cette confusion et de faciliter un revirement que l'on peut deviner, par ailleurs, assez prochain.

3. — *Rachat au moyen de primes d'émission*

Ce procédé de rachat nous fournit un premier exemple de la manière dont la Cour suprême, sans renoncer à sa théorie, se rapproche de la doctrine de l'administration en mettant une complaisance

1. Cass., 20 juin 1917 (*J. S.*, 1918, 302).

excessive à reconnaître le caractère de bénéfices aux sommes distribuées.

L'application rigoureuse de ses principes obligerait la Cour de décider qu'un rachat de parts effectué au moyen de primes d'émission échappe à l'impôt.

En effet, le montant des primes d'émission versées lors d'une augmentation de capital ne constitue pas un bénéfice pour la Société. Suivant la conception la plus répandue, les primes d'émission constituent un véritable supplément d'apport¹.

Cependant, sans aller jusqu'à assimiler expressément la prime à un bénéfice, la Cour de Cassation tient le raisonnement suivant : « L'émission d'actions nouvelles avec primes a pour effet d'augmenter le capital social de la valeur nominale de l'action et de placer dans les réserves préexistantes avec lesquels ils vont se confondre, les fonds résultant du versement de la prime par les souscripteurs. Puisant dans ces réserves, la Société rembourse ses parts de fondateur pour un prix plus élevé que l'évaluation primitive. La taxe sur le revenu est due sur la différence qui constitue un bénéfice distribué² ».

La faiblesse juridique de cette argumentation-offrait une tentation aux capitalistes. Certains d'en-

1. Houpin (*J. S.*, 1915, 145 et 5); Amiaud (*Des comptes de réserves dans les soc. par actions*).

2. Cass., 21 janv. 1920 (*J. S.*, 213).

tre eux, pour éviter l'application littérale de la jurisprudence qui leur était contraire, imaginèrent de faire verser la prime d'émission directement par les actionnaires nouveaux aux porteurs de parts. La société pouvait ainsi prétendre (la prime n'étant pas entrée dans sa caisse) n'avoir pas fait acte de distribution.

Le Tribunal de Nancy, saisi de cette question, a déclaré qu'un pareil rachat était taxable, mais en se bornant, dans ses motifs, à rappeler l'arrêt de la Cour de Cassation dont nous venons d'analyser le raisonnement.

Notons cependant que dans un arrêt tout récent¹ la Chambre des requêtes paraît se rallier à la thèse administrative en déclarant dans un cas pareil « que par ses termes généraux et absolus l'article 1^{er} de la loi du 29 juin 1872 assujettit à l'impôt, *sans qu'il y ait lieu d'en distinguer l'origine ni la nature*, toutes les sommes ou valeurs qui, entrées dans la caisse sociale, sont distribuées aux actionnaires à un autre titre que celui de remboursement de leurs apports ».

Par ailleurs, lorsque les porteurs de parts ont souscrit à une augmentation de capital avec prime, il peut arriver que le rachat des parts soit effectué au moyen de ces mêmes primes qui sont ainsi en quelque sorte ristournées aux porteurs de parts.

1. Cass., 13 févr. 1929 (*R. D. F. C.*, 1929, p. 174).

L'Administration semble renoncer à percevoir l'impôt sur un pareil rachat¹.

Cette solution, inspirée sans doute par l'analogie fiscale de la part et de l'action, nous semble erronée car elle ne tient pas compte de la double qualité du porteur de parts souscripteur d'actions.

La loi du 23 janvier 1929 paraît, ici encore, susceptible de faire prévaloir à brève échéance une solution inverse et plus juridique.

4. — *Echange des parts contre des obligations*

Aux termes de la jurisprudence exposée plus haut, la taxe du revenu ne frapperait que le revenu des sociétés, c'est-à-dire les fruits des capitaux ou les richesses nouvelles créées par les produits du capital.

Par suite, échapperait à l'impôt sur le revenu l'attribution d'obligations aux porteurs de parts en échange de leurs titres.

Mais on a vu que la jurisprudence pour aboutir au même résultat que l'Administration, écarte le plus généralement la prétention des parties d'échapper à la taxe en baptisant bénéfices des fonds de provenance très diverses.

C'est ainsi que dans un arrêt récent² la Chambre civile a rejeté un pourvoi formé contre une décision

1. Sol., janv. 1925.

2. Cass., 9 juil. 1928; (*Gaz. Pal.*, 30 oct. 1928).

du tribunal de Carcassonne taxant un échange de parts contre des obligations pour les motifs suivants : « Qu'en fait la prospérité de la Société pouvait lui permettre d'amortir à bref délai, par voie de prélèvement sur les bénéfices les obligations distribuées, que l'opération effectuée n'entraînait pas une augmentation du passif social; qu'enfin les obligations, laissées sans objet à la souche depuis leur émission jusqu'à l'époque du rachat, pouvaient être assimilées à des disponibilités, au même titre que les bénéfices accumulés.

C'est véritablement une ingéniosité excessive que d'assimiler la distribution des fonds provenant d'un emprunt à la répartition de bénéfices, sous le prétexte que l'emprunt sera probablement remboursé un jour au moyen de bénéfices.

L'application stricte de la théorie de la Cour de Cassation conduirait à décider que la taxe n'est due qu'au moment où les obligations sont effectivement remboursée au moyen des bénéfices de la Société.

5. — *Rachat en Bourse.*

Théoriquement une Société ne peut conserver des parts rachetées par elle et en percevoir les dividendes ou les aliéner ultérieurement. Elle doit les annuler, car elle ne saurait avoir de droits sur elle-même.

En pratique toutefois, la Société qui achète ses parts les met en portefeuille et les remet ensuite en circulation n'est jamais inquiétée. La loi du 23 janvier 1929 et certaines décisions de justice paraissent sanctionner cet usage à notre avis critiquable¹.

Quoiqu'il en soit un pareil rachat n'est pas autre chose qu'une opération de bourse et ne peut donner lieu à perception de la taxe du revenu.

Lorsque, au contraire, la Société, comme elle doit le faire, annule les titres rachetés en bourse, la taxe devrait être perçue sur la différence entre le prix de rachat et la valeur initiale des parts.

L'arrêt de la Chambre civile du 17 décembre 1906 que nous avons discuté précédemment statuait précisément sur un rachat amiable de parts.

Après avoir posé en principe que les produits visés par la loi sont imposables sous quelque forme que la distribution ait lieu, la Cour en a déduit que l'opération effectuée par intermédiaire n'en constitue pas moins une distribution passible de la taxe, dès lors qu'elle a pour effet de faire passer de la caisse sociale dans le patrimoine personnel des porteurs de parts les produits imposables.

Observons à cet égard si le porteur de parts, vendeur en bourse, ignore sa contre-partie et n'a effectivement d'autre qualité que celle de vendeur, il

1. Lyon, 27 juil. 1900 (*J. S.*, 1900, 504); Lecouturier, p. 325;

n'en est pas de même de la Société acquéreuse. La Société sait très bien qu'elle procède au rachat de ses titres et ne peut, en usant d'un intermédiaire, éviter le paiement de l'impôt sur les produits taxés. Sans doute l'impôt ne peut être récupéré sur le porteur; mais cet impôt restera à la charge de la société. Celle-ci ne peut se plaindre d'une situation qu'elle a volontairement créée.

Ces mêmes principes ont prévalu lorsqu'il s'est agi de décider si la taxe était exigible sur les sommes encaissées en sus du prix d'émission par des porteurs d'obligations auxquels leurs titres sont rachetés en bourse ou de gré à gré¹.

Dès lors qu'un porteur reçoit pour l'amortissement de son titre une somme supérieure à son apport (c'est-à-dire au taux d'émission) le surplus constitue un bénéfice taxable.

C'est donc à tort, selon nous, que certains tribunaux² ont cru devoir exonérer de l'impôt les sociétés qui rachètent en bourse et annulent ensuite leurs parts bénéficiaires.

Section V. — Exonérations

I. — Sociétés filiales

Aux termes de l'article 27 de la loi du 31 juillet 1920

1. Bouches-du-Rhône, 10 déc. 1928 (*R. E.*, 9009).

2. Marseille, 7 juil. 1910 (*J. S.*, 1912, 524).

modifié par l'article 25 de la loi du 30 mars 1929 et par l'article 4 de la loi du 31 juillet 1929, lorsqu'une société française par actions a reçu, en représentation de versements ou d'apports en nature ou en numéraire par elle faits à une autre société française ou étrangère par actions, des actions, des obligations ou des parts bénéficiaires nominatives, les dividendes distribués par la première société sont, pour chaque exercice, exonérés de la taxe du revenu des capitaux mobiliers établie par les lois des 29 juin 1872 et 29 mars 1914 dans la mesure des produits de ces parts, obligations ou actions touchés par elle au cours de l'exercice, à la condition que les parts, obligations ou actions soient restées inscrites au nom de la Société.

Cette disposition a légèrement atténué une des conséquences les plus injustes de la législation actuelle qui fait supporter deux fois la taxe sur le revenu des valeurs mobilières aux porteurs de parts bénéficiaires d'une société possédant dans son portefeuille les titres d'une société filiale.

Cette atténuation est insuffisante, car l'exonération est soumise à des conditions assez rigoureuses.

a) Il faut, en effet, tout d'abord que la société mère soit une société française par actions et que la société dont elle a les titres en portefeuille soit elle-même une société par actions.

L'exclusion des sociétés en commandite simple et

des sociétés civiles du bénéfice de l'exonération se justifiait déjà difficilement en 1920 lors du vote de la loi, mais ne restreignait que faiblement l'efficacité de ses dispositions.

Depuis lors, est intervenue la loi sur les sociétés à responsabilité limitée et nombreuses sont les sociétés françaises par actions qui ont donné cette forme à leurs filiales. Il serait juste et utile d'exonérer à leur tour ces sociétés du fardeau écrasant du double impôt.

b) La condition imposée aux titres d'être nominatifs ne peut s'expliquer par le prétexte que la preuve de la propriété de la société serait difficile au porteur. Le fisc a en effet tous les moyens de vérifier le portefeuille de la Société.

L'exclusion des titres au porteur est uniquement due à l'hostilité que les lois fiscales témoignent de plus en plus à cette forme de titres qui permet si facilement des fraudes très diverses.

c) De plus, pour bénéficier de l'exonération, il faut que les parts bénéficiaires aient été reçues par la Société mère en échange de versements ou d'apports en nature et qu'elles soient restées inscrites à son nom depuis leur création.

Les titres achetés après leur création sont exclus d'une façon très arbitraire du bénéfice de la loi. Le double impôt continue de rendre à peu près impossi-

ble dans notre pays la création et le fonctionnement d'« Investment Trusts ».

On connaît le succès prodigieux, notamment en Angleterre et en Amérique, de ces groupements constitués sous forme de Sociétés de capitaux qui émettent des actions dans le public et consacrent leur capital à l'acquisition d'un portefeuille de valeurs mobilières minutieusement sélectionnées. Ils permettent ainsi aux petits capitalistes de s'intéresser, malgré la modicité de leurs ressources, à un grand nombre d'entreprises industrielles ou commerciales ayant les branches d'activités les plus variées et divisent le risque inhérent aux placements en valeurs mobilières. En outre, ces investments Trusts se montrent parfaits pour effectuer des placements et pour accélérer le mouvement de production industriel et commercial du pays dont ils ressortissent.

L'exonération du double impôt sur le revenu devrait être étendue au titres achetés après leur création afin d'encourager et de protéger la création d'« Investment Trusts » en France.

d) Enfin, même si toutes les conditions précédentes sont réalisées, les sociétés mères ne sont pas toujours exonérées du fardeau du double impôt. En effet, les dividendes distribués ne profitent de l'exonération que dans la mesure où la société qui les distribue a déjà supporté la taxe de 18 % à raison

des revenus encaissés par elle au cours de *l'exercice correspondant* sur les titres dont il s'agit.

De sorte que la Société mère n'a pas droit à la détaxe pour les revenus encaissés par elle au cours des exercices antérieurs, alors même qu'elle n'aurait pas distribué de dividendes pendant ces exercices.

e) La crainte a été manifestée que la loi du 23 janvier 1929 ne soit venue apporter une restriction supplémentaire aux conditions d'exonération que nous venons d'examiner. La loi du 31 juillet 1920 prévoit en effet l'exonération des *dividendes* distribués par la Société mère. L'Administration a toujours admis sans difficulté que les répartitions faites aux parts de fondateur fussent comprises dans les *dividendes* distribués et exonérés.

Il ne pouvait en être autrement, les parts étant assimilées en droit fiscal aux actions. L'Administration pourrait à la rigueur soutenir aujourd'hui que les dividendes doivent s'entendre des seules répartitions faites aux actions, que la nouvelle loi dénie formellement aux porteurs de parts la qualité d'associés et qu'en conséquence les sommes distribuées aux parts ne doivent pas profiter de la dispense d'impôt édictée par la loi de 1920¹.

Nous sommes persuadés cependant que la pratique actuelle sera maintenue. Le terme « dividende »

1. Reynis, (*R. D. F.*, 1929, 248.)

n'est ni assez précis ni d'un usage assez exclusif pour qu'on puisse prétendre qu'il ne peut s'appliquer aux répartitions annuelles faites à des parts de fondateur.

2. *Sociétés de gestion*

On a vu précédemment¹ que l'article 30 de la loi du 31 juillet 1920 fait bénéficier d'un régime de faveur les titres spéciaux émis par une société française qui réunit en vue d'assurer les droits des porteurs français les actions ou obligations d'une ou plusieurs sociétés étrangères.

Les produits de ces titres sont exonérés de la taxe sur le revenu dans la mesure où il est justifié qu'ils correspondent aux dividendes et intérêts distribués par la Société étrangère pour le même exercice et que ces revenus ont déjà acquitté l'impôt.

Pour les raisons précédemment indiquées (assimilation nécessaire en droit fiscal de la part de fondateur à l'action, ou à l'obligation, caractère d'intérêt national de la loi) il est manifeste que les titres spéciaux émis en représentation de parts de fondateur de sociétés étrangères doivent bénéficier de cette exonération.

1. V. *supra*, p. 33.

Section VI. — Fusions.

L'impôt de 18 % sur le revenu des valeurs mobilières frappe, on l'a vu, les distributions faites aux porteurs de parts lors de la dissolution d'une société, en excédent de leurs apports originaires. L'impôt était donc dû, en cas de fusion, sur l'excédent que représentaient pour les porteurs de parts des sociétés anciennes les titres ou valeurs qui leur étaient remis, par rapport à la valeur de leurs parts dans les sociétés dissoutes.

Pour peu que la société absorbée eût des réserves importantes, il en résultait, étant donné le taux élevé de l'impôt, des charges fiscales absolument prohibitives.

Pour permettre à l'industrie française de lutter contre la concurrence étrangère et favoriser la concentration des entreprises, la loi du 19 mars 1928 a fait bénéficier les fusions de société d'un régime de faveur.

Désormais, « la perception de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières dû à la suite d'une fusion (par voie d'absorption ou de création d'une société nouvelle) sur les plus-values résultant de l'attribution gratuite d'actions, de parts bénéficiaires ou d'obligations est reportée à la dissolution de la société absorbante ou nouvelle¹.

1. L. 19 mars 1928, art. 25.

Aux termes de la loi, le bénéfice de cette disposition est réservé aux sociétés par actions, de nationalité française, existant à la date de publication de la loi; il est subordonné en outre à la condition que l'acte constatant la fusion soit enregistré dans les trois ans de la publication de la loi.

Observons dès l'abord que ce texte de loi pêche autant par la forme que par le fond. Les mots « attribution gratuite » dont s'est servi le législateur ne peuvent être pris dans leur sens littéral et sont impropres pour désigner une attribution faite en excédent des apports originaux.

En outre, par une innovation bizarre, dont il n'a certainement pas calculé la portée, le législateur a supprimé la perception de la taxe en cas d'attribution d'actions, de parts bénéficiaires ou d'*obligations*, tout en maintenant implicitement la taxe sur les allocations en numéraire. Cette disposition montre une méconnaissance absolue de la nature juridique de l'obligation.

Rien n'empêche en droit de créer des obligations amortissables en trois mois par exemple. Or aux termes de la loi, l'attribution de ces obligations est dispensé d'impôt, alors que des versements en numéraire échelonnés sur une période d'un an seraient taxés.

Il y a là une de ces inconséquences absurdes, impu-

tables à la rédaction hâtive des textes de loi et qui obligera sans doute le législateur à remanier ces dispositions à très brève échéance.

Deux autres questions nous paraissent en outre mériter examen : a) La dispense d'impôt sur le revenu édicté par la loi n'est pas définitive; la perception de la taxe est reportée à la dissolution de la société absorbante ou nouvelle.

Convient-il dans ces conditions de calculer l'impôt au tarif du jour de la distribution et sur la plus-value existant à ce jour, ou au contraire au tarif du jour de la dissolution en déduisant des distributions opérées à cette époque la valeur originaire des apports effectués aux sociétés primitives ?

A notre avis, la première solution devrait être admise. Le fait générateur de l'impôt se place au jour de la répartition des titres de la Société absorbante ou nouvelle¹.

La loi ne modifie pas l'assiette de l'impôt mais se contente d'en reporter la perception à l'époque de la dissolution de la société absorbante².

b) La taxe est-elle exigible quand la société absorbante ou nouvelle résultant de la fusion vient à son tour à fusionner avec une autre société et disparaît ?

Une interprétation large de la loi et conforme à son

1. Cass., 12 févr. 1929.

2. Contra : Tassain (*J. S.* 1928 - 329)

esprit conduirait à reporter la perception de la taxe à la dissolution de la nouvelle société.

Mais l'article 25 de la loi du 19 mars 1928 étant une disposition exceptionnelle, exorbitante du droit commun, doit être interprétée restrictivement. Il faut donc admettre que la taxe est due dès la dissolution de la première société absorbante.

Section VII

Détermination du revenu imposable

Les dividendes ou produits sur lesquels la taxe est perçue sont déterminés d'après les délibérations des assemblées générales d'actionnaires ou des conseils d'administration, les comptes rendus ou tous autres documents analogues¹.

A défaut de délibération de l'assemblée générale ou du conseil d'administration le revenu imposable est fixé par un dépôt du compte rendu. On doit entendre par compte rendu non pas les rapports de commissaires mais les comptes de gestion écrits que le Conseil d'administration rend aux co-associés réunis en assemblée générale².

Quant aux documents analogues visés par la loi, ce sont les bilans, inventaires et autres pièces comp-

1. C. V. M. art. 53.

2. Cass., 27 avril 1902 (*J. S.*, 1902, 499).

tables permettant de dégager l'importance du produit distribué¹.

La taxe de transmission retenue par la société sur le dividende distribué aux actionnaires ne doit pas en être déduite pour la fixation du revenu imposable.

Les délibérations ou documents visés par la loi doivent être déposés dans les vingt jours de leur date au bureau de l'enregistrement du siège social.

Les extraits de délibération doivent être littéraux et non analytiques². Les comptes rendus doivent être fournis en copie intégrale³.

Faute de dépôt dans ce délai, l'Administration a le droit de fixer d'office le montant des droits exigibles⁴.

Section VIII. — Paiement et liquidation de l'impôt.

La taxe est avancée par la Société et payée au bureau de l'Enregistrement du siège social. Le paiement se fait en quatre termes égaux, déterminés provisoirement d'après le résultat du dernier exercice et calculés sur les 4/5 du revenu, s'il en a été distribué.

Ces paiements doivent être effectués dans les 20 premiers jours de chaque trimestre. La liquidation

1. Maguéro, 175 et suiv.

2. Boulogne, 24 juil. 1896 (*J. S.*, 1897, 237).

3. Cass., 27 avril 1902 (*J. S.*, 1902, 499).

4. Seine, 10 juin 1899 (*R. E.*, art. 2131).

définitive de la taxe a lieu chaque année, après la clôture des écritures relatives à l'exercice, au moment du dépôt des délibérations ou documents fixant le dividende distribué¹.

Toutefois, si l'assemblée qui fixe le montant du dividende laisse le soin au Conseil d'indiquer à partir de quelle date ce dividende sera mis en paiement, la liquidation de la taxe n'a lieu qu'après le dépôt de la décision fixant la date du paiement.

Les distributions exceptionnelles, telles que le rachat des parts bénéficiaires, ne sont pas taxées lors du dépôt des procès-verbaux de délibération constatant ces opérations définitives; la taxe qui les frappe n'est exigible qu'au moment de la liquidation définitive de l'impôt dû pour l'exercice pendant lequel ces distributions sont intervenues².

Le paiement d'acomptes n'entraîne aucun versement immédiat, et seuls les acomptes trimestriels normaux continuent à être acquittés.

L'Administration soutient que même pendant la période de liquidation faisant suite à la dissolution de la Société, la taxe du revenu continue d'être exigible sur la base des quatre cinquièmes de l'impôt perçu pendant l'exercice précédent³. Cette solution

1. C. V. M., art. 54. Décr. 6 déc. 1872.

2. Maguéro, 361 *bis*, R. M. F. (J. O., 27 mai 1926-2225).

3. Sol., 31 oct. 1891.

est à notre avis très arbitraire. En effet, l'impôt ne frappe que les bénéfices ou produits des parts. Or une Société ne produit pas de bénéfices pendant sa liquidation, laquelle a seulement pour but de réaliser l'actif. D'autre part, le paiement des quatre cinquièmes a lieu pour les *bénéfices de l'année courante* et non pour les *bénéfices distribués* pendant cette année. Après la dissolution de la société, l'impôt ne doit donc être payé que sur le bénéfice réellement distribué.

La taxe est avancée par la Société, sauf son recours contre le porteur de parts qui doit la supporter en définitive.

En cas de carence de la Société, le fisc peut agir directement contre le porteur de parts¹. Mais les porteurs n'étant pas tenus solidairement² et aucun privilège ne garantissant le recouvrement de la taxe³ le cas de poursuites individuelles se présente rarement.

Section IX. — Contraventions. Prescription

Toute contravention aux dispositions de la loi du 29 juin 1872 et au décret du 6 décembre 1872 est punie, comme en matière de taxe de transmission, d'une amende de 180 à 9.000 francs sans préjudice

1. Seine, 21 nov. 1903 (*R. E.*, 3495); 19 janv. 1914 (*R. E.*, 6409).

2. Sol., 23 mai 1884 (*J. E.*, 22395).

3. Sol., 18 août 1880 (*J. E.*, 22429).

des peines portées en l'art. 39 de la loi du 22 frimaire an VII pour omission ou insuffisance dans la déclaration.

Les cas qui se présentent le plus fréquemment sont le retard dans le dépôt des délibérations ou comptes rendus, donnant lieu à une amende par document non déposé et le retard dans le versement de la taxe donnant lieu à autant d'amendes qu'il existe de termes arriérés¹.

Les instances en recouvrement des droits et amendes relatifs à l'impôt sur le revenu sont introduites et jugées comme en matière d'enregistrement.

L'action en recouvrement de ces mêmes droits et amendes se prescrit par cinq ans à dater de leur exigibilité².

A cet égard, chaque échéance trimestrielle constitue une créance distincte et doit être envisagée séparément au point de vue de la prescription³.

L'action des redevables contre le Trésor, en restitution des taxes indûment perçues, se prescrit également par cinq ans à compter de la date de l'indue perception³.

La péremption annale établie par l'article 61 de la loi du 22 frimaire an VII ne peut être opposée en matière de demande d'impôts sur le revenu.

1. Cass., 11 janv. 1899 (*R. E.*, 1943).

2. C. V. M., art. 77.

3. La Rochelle, 8 mai 1907 (*R. E.*, 4421).

CONCLUSION

Nous avons été amenés à constater, au cours de cette étude, que les difficultés, obscurités et controverses relatives au régime fiscal des parts de fondateur proviennent principalement :

1° De ce que les textes législatifs concernant l'enregistrement, les droits de timbre et de transmission des valeurs mobilières ne font pas mention des parts de fondateur dont l'apparition est plus récente.

2° Du fait qu'en conséquence la jurisprudence a été amenée à assimiler trop complètement au point de vue fiscal les parts aux actions;

3° De ce que la définition des parts donnée par la loi du 23 janvier 1929 contredit partiellement cette assimilation;

4° De ce que la rédaction hâtive et mal étudiée de certaines lois récentes ne tient pas compte de l'existence des parts de fondateur et entraîne pour toutes les valeurs mobilières des conséquences certainement contraires à la volonté du législateur;

5° Enfin, du fait que la jurisprudence se refuse à abandonner franchement certaines théories aujour-

d'hui périmées et recourt parfois à des arguments spécieux pour justifier des décisions équitables qui sont en contradiction avec ces mêmes théories.

A l'heure où le contribuable se plaint avec une apparence de raison de ne pouvoir démêler l'écheveau embrouillé des lois fiscales, où le programme de tous les partis comporte un remaniement de ces mêmes lois dans le sens de la clarté et de la simplicité, il nous a paru intéressant d'indiquer quelques réformes très simples dont la nécessité se déduit de l'étude qui précède et qui s'imposent en manière de conclusion.

I

Réforme de la loi du 5 juin 1850

Nous avons dit¹ que la loi du 23 janvier 1929, sous couleur de trancher la controverse relative à la nature juridique des parts bénéficiaires, a donné de ces parts une définition critiquable qui ne met nullement fin aux discussions, bien au contraire. Nous avons également indiqué² qu'à notre avis cette définition n'influerait pas sur les règles précédemment admises pour la perception du droit d'apport et résultant de l'assimilation jurisprudentielle des parts aux actions.

1. V. *supra*, p. 12.

2. V. *supra*, p. 17.

Par contre, la définition intempestive de la loi du 23 janvier 1929 pourrait entraîner, en matière de droit de timbre l'assimilation des parts aux obligations et bouleverser les règles parfaitement satisfaisantes admises jusqu'ici.

Pour obvier à cette nuisible répercussion il suffirait de modifier l'article 25 de la loi du 5 juin 1850 de la manière suivante :

« Les dispositions des articles précédents s'appliquent aux parts bénéficiaires émises par les sociétés commerciales par actions. Elles ne s'appliquent pas aux titres dont la cession n'est parfaite à l'égard des tiers qu'au moyen des conditions déterminées par l'article 1690 du Code civil, ni à ceux qui en ont été formellement dispensés par une disposition de la loi. »

II

Réforme des lois du 23 juin 1857 et du 30 décembre 1928

Nous avons indiqué¹ que la taxe annuelle de transmission avait été instituée pour les titres dont la cession ne donne pas par elle-même ouverture à l'impôt; qu'en conséquence, la Régie, allant à l'encontre de la jurisprudence, se refusait à percevoir la taxe annuelle lorsque la cession n'est réalisable qu'au moyen des formalités prévues par l'arti-

1. V. *supra*, p. 44.

cle 1690 du Code civil. Cette solution, fort logique, devrait être renforcée et généralisée par la modification suivante du paragraphe 2 de l'art. 6 de la loi du 23 juin 1857 :

« Ce droit, pour les titres au porteur et pour ceux dont la transmission peut s'opérer sans un transfert sur les registres de la société *et n'est pas soumise à l'enregistrement*, est converti en une taxe de 0,40 % . »

Par ailleurs nous avons vu¹ qu'en omettant de soumettre les parts bénéficiaires aux mesures qu'elle édicte, la loi du 30 décembre 1928 (art. 24) crée une controverse et compromet l'efficacité de ses dispositions.

Les deux premiers paragraphes de cet article 24 devraient être ainsi modifiés :

« Les cessions d'actions, d'apport et de parts bénéficiaires effectuées pendant la période de non négociabilité sont considérées au point de vue fiscal comme ayant pour objet les biens en nature représentés par les titres cédés.

« Pour la perception de l'impôt, chaque élément d'apport est évalué distinctement, avec indication des numéros des actions ou parts bénéficiaires attribuées en rémunération à chacun d'eux. A défaut de ces évaluations et indications, les droits seront perçus au tarif immobilier. »

1. V. *supra*, p. 57.

III

Réforme de la loi du 31 juillet 1920

Nous avons expliqué précédemment¹ les nombreuses restrictions apportées par l'article 27 de la loi du 31 juillet 1920 à l'exonération qu'il édicte en faveur des sociétés mères en ce qui concerne les produits provenant de leurs sociétés filiales. Nous avons indiqué d'une part l'état d'infériorité économique dans lequel ces restrictions placent notre pays.

D'autre part, nous avons vu que la loi du 23 janvier 1929 était susceptible d'apporter une restriction de plus à cette exonération en excluant les parts du bénéfice de la loi de 1920.

Ces inconvénients disparaîtraient si l'article 27 de la loi du 30 juillet 1920 était rédigé de la manière suivante :

« Lorsqu'une société française par actions possède des actions, parts bénéficiaires, parts d'intérêts, commandites et obligations d'une autre société, les dividendes et tous autres produits distribués par la première société sont exonérés de la taxe du revenu des capitaux mobiliers établie par les lois des 29 juin 1872 et 29 mars 1914 dans la mesure des produits déjà imposés de ces actions, parts bénéficiaires, parts d'intérêt, commandites et obligations. »

1. V. *supra*, p. 76.

IV

Réforme de la loi du 19 mars 1928

Pour les raisons indiquées au cours de cette étude¹, le deuxième paragraphe de la loi du 19 mars 1928 concernant le régime fiscal temporaire des fusions de sociétés devrait être modifié de la manière suivante :

« La perception de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières et de l'impôt global sur le revenu sur les plus-values provenant de l'attribution d'actions ou de parts bénéficiaires est reportée à la dissolution de la société absorbante ou nouvelle. Au cas de fusions successives cette perception est reportée à la dissolution de la dernière société absorbante ou nouvelle. »

V

**Nécessité d'un revirement de la
jurisprudence**

Les réformes législatives dont nous signalons l'utilité plus haut devraient être accompagnées d'une modification de la jurisprudence sur les deux points principaux suivants :

1° L'Administration et la Cour de Cassation devraient abandonner la théorie périmée et inutile de la « mutation conditionnelle ».

L'attribution, lors de la dissolution de la Société,

1. V. *supra* p. 82.

de biens ayant fait l'objet d'un apport en nature, devrait être soumise au droit de partage seul, quel que soit l'attributaire de ces biens.

2° La Cour de Cassation devrait abandonner franchement la théorie de la taxe réelle d'après laquelle les produits distribués aux parts ne sont taxables que s'ils ont leur origine dans les bénéfices de la Société.

Elle devrait en conséquence déclarer taxable à l'impôt sur le revenu le rachat des parts effectué au moyen d'une augmentation de capital non suivie de réduction, au moyen de fonds provenant d'un emprunt, et même au moyen de primes d'émissions ristournées au porteur de parts qui les a versées, dès lors que le prix de rachat dépasse la valeur initiale des parts.

L'ensemble de ces réformes législatives et la modification de la jurisprudence actuelle dans le sens que nous avons indiqué nous paraissent susceptibles de faire disparaître la plus grande partie des inconvénients et des contradictions du régime fiscal actuel des parts bénéficiaires; et de mettre d'accord d'une façon logique l'administration et la jurisprudence — et même le contribuable.

BIBLIOGRAPHIE

- AMIAUD. — Des comptes de réserves dans les sociétés par actions.
- BOSVIEUX. — Les nouvelles dispositions fiscales concernant la cession d'actions et de parts d'intérêts représentatives d'apports en nature.
- BOUVIER. — Les primes d'émission et le droit d'apport.
- CHEMINAIS. — Des sociétés françaises de gestion de valeurs étrangères.
- CORDONNIER. — La loi du 23 janvier 1928 sur les parts bénéficiaires.
- DECUGIS. — Traité pratique des sociétés par actions.
- GARNIER. — Dictionnaire de l'enregistrement.
- GODIN. — Des titres attribués aux fondateurs des sociétés anonymes.
- HOUPIN et BOSVIEUX. — Traité des sociétés (6^e édition).
- LE COUTURIER. — Traité des parts de fondateur.
- LYON-CAEN et RENAULT. — Traité de droit commercial.
- PERCEROU. — Des fondateurs de sociétés anonymes.
- REYNIS. — Le nouveau régime légal des parts de fondateur et ses conséquences fiscales.
- TASSIN. — Régime fiscal temporaire des fusions de sociétés.
- THALLER et PIC. — Sociétés commerciales.
- WAHL. — Traité du régime fiscal des sociétés et des valeurs mobilières.
-

TABLES DES MATIÈRES

Introduction	7
--------------------	---

CHAPITRE PREMIER

Caractère juridique des parts bénéficiaires

<i>Section</i>	I. — Controverse antérieure à la loi du 23 janvier 1929	10
<i>Section</i>	II. — Loi du 23 janvier 1929	12

CHAPITRE II

Droit d'enregistrement

<i>Section</i>	I. — Caractère de l'apport en droit fiscal.....	14
<i>Section</i>	II. — Enregistrement de l'acte de société constatant la création de parts bénéficiaires.....	16
	1) Régime antérieur à la loi du 23 janvier 1929	16
	2) Loi du 23 janvier 1929.....	17
<i>Section</i>	III. — Taux et liquidation du droit — Paiement...	19
<i>Section</i>	IV. — Fusion	20
<i>Section</i>	V. — Dissolution partage	22
	1) Droit de partage.....	22
	2) Droit de soulte.....	24
	3) Attribution d'apports en nature....	24
<i>Section</i>	VI. — Insuffisance — Dissimulations.....	26

CHAPITRE III

Droits de timbre

<i>Section</i>	I. — Régime antérieur à la loi du 23 janvier 1929..	28
	1) Taux et liquidation du droit de timbre au comptant.....	28
	2) Timbre par abonnement.....	30
	3) Parts non négociables.....	31
	4) Dispense du droit de timbre.....	32
	5) Charge des droits.....	34
	6) Pénalités	34
	7) Prescription	35

<i>Section</i>	<i>II. — Loi du 23 janvier 1929.....</i>	<i>36</i>
	1) Timbre au comptant.....	37
	2) Timbre par abonnement.....	37

CHAPITRE IV

Droits de transmission

<i>Section</i>	<i>I. — Droit de transfert.....</i>	<i>41</i>
	1) Exigibilité, taux	41
	2) Assiette	41
	3) Transfert d'ordre et de garantie.....	42
	4) Paiement et charge du droit.....	42
<i>Section</i>	<i>II. — Taxe annuelle</i>	<i>43</i>
	1) Exigibilité	43
	2) Titres non créés.....	44
	3) Assiette	46
	4) Paiement des droits.....	48
	5) Charge des droits.....	49
<i>Section</i>	<i>III. — Droit de conversion.....</i>	<i>50</i>
	1) Exigibilité, taux	50
	2) Exemption	52
	3) Remboursement	52
	4) Assiette, paiement et charge du droit	53
<i>Section</i>	<i>IV. — Règles communes</i>	<i>53</i>
	1) Contraventions	53
	2) Prescription	54
<i>Section</i>	<i>V. — Cession civile des parts et actions d'apport pendant la période de non-négociabilité...</i>	<i>56</i>

CHAPITRE V

Impôt sur le revenu

<i>Section</i>	<i>I. — Principe et quotité de la taxe.....</i>	<i>59</i>
<i>Section</i>	<i>II. — Fait générateur de l'impôt.....</i>	<i>60</i>
<i>Section</i>	<i>III. — Dividendes et produits imposables.....</i>	<i>61</i>
	1) Dividendes	62
	2) Distribution de parts en représen- tation de réserves.....	63
	3) Produits divers	64
	4) Rachat des parts.....	65
<i>Section</i>	<i>IV. — Rachat des parts.....</i>	<i>66</i>
	1) Rachat au moyen de bénéfices.....	66
	2) Rachat au moyen de fonds provenant d'une augmentation de capital..	66
	3) Rachat au moyen de primes d'émis- sion	70
	4) Echange des parts contre des obli- gations	73
	5) Rachat en bourse.....	74

<i>Section</i> V. — Exonérations	76
1) Sociétés filiales	76
2) Sociétés de gestion.....	81
<i>Section</i> VI. — Fusions	82
<i>Section</i> VII. — Détermination du revenu imposable.....	85
<i>Section</i> VIII. — Paiement et liquidation de l'impôt.....	86
<i>Section</i> IX. — Contraventions — Prescription.....	88
<i>Conclusion</i>	91

Vu : Le Doyen,
H. BERTHELEMY.

Vu . Le Président,
PERCEROU.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

